

# TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

**SOCIALISTE**

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 257. — 23 OCTOBRE 1965

## **ANTONY**

*FOUCHET*

*répond :*

**7 résidents  
exclus**

(Page 4.)



(Photo Agtp.)



(Photo Keystone.)

## **LES JEUNES AGRICULTEURS CONTRE L'EUROPE LIBÉRALE**

par Yves TAVERNIER

(Page 4)



# CONSEIL NATIONAL DES 16 ET 17 OCTOBRE 1965

Nous rappelons que le P.S.U. avait posé aux Fédérations les questions suivantes :

2. Le Parti doit-il donner une consigne de vote favorable à François Mitterrand et participer à sa campagne ?

2. Le Parti doit-il donner une consigne de vote favorable à François Mitterrand et développer une campagne autonome ?

3. Le Parti doit-il donner la consigne de voter nul, de s'abstenir, ou laisser la liberté de vote ?

4. Le Parti doit-il présenter son candidat ?

Un premier vote indicatif sur le résultat de ces délibérations avait donné les résultats suivants :

1. 114 mandats ; 2. 281 mandats ; 3. 37 mandats ; 4. 61 mandats. Absentions : 12 mandats.

Une commission de résolution de trente membres ayant été désignée par le Conseil après que quarante-huit militants se soient exprimés à la tribune, proposa alors deux textes à la discussion en séance plénière.

Le vote sur la prise en considération donne les résultats suivants :

Texte présenté par Gilles Martinet : 434 mandats.

Texte présenté par J.-M. Vincent : 96 mandats.

Absentions : 17 mandats.

Deux amendements présentés en com-

mission furent alors proposés au texte présenté par Gilles Martinet. Ils furent repoussés.

Un troisième amendement présenté en séance fut adopté par 256 mandats contre 237, 41 abstentions et 13 refus de vote.

Le texte final ainsi amendé fut soumis à un vote final donnant les résultats suivants :

300 mandats pour ;  
67 mandats contre ;  
11 abstentions ;  
166 refus de vote.

Ces 166 refus de vote manifestant leur hostilité à l'amendement modificatif du texte de la commission.



(Photo P. Collombert)

A la tribune (de g. à dr.) : Gilles Martinet, Marc Heurgon, Gérard Dezile, Edouard Depreux, Henri Janodet.

## Texte présenté par Gilles Martinet et adopté par le Conseil national

Une fois de plus, le P.S.U. invite les travailleurs à voter contre le système établi en 1958 par le général de Gaulle.

Ce système tend à priver peu à peu les citoyens français des droits politiques qui étaient les leurs. Son but est de les transformer en spectateurs passifs et, si possible, admiratifs des réalisations de ses technocrates. Mais la politique économique que ceux-ci ont imposée montre à quel point ils sont eux-mêmes prisonniers d'un régime économique dominé par quelques grandes affaires financières et industrielles.

Devant le mécontentement que cette politique provoque, le gaullisme n'a qu'un argument à proposer : qui vote contre lui, affirme-t-il, se prononce pour un retour à la IV<sup>e</sup> République. Or, chacun sait que, dans sa grande majorité, le pays est hostile à un tel retour.

C'est pourquoi nous avons lutté jusqu'au dernier moment pour que le mouvement ouvrier, pour que l'opposition de gauche, dans son ensemble, abordent l'élection présidentielle à partir de positions claires et efficaces. Si nous avons insisté avec tant de force sur la nécessité d'une plateforme commune, c'est parce que nous sommes persuadés qu'on ne peut vaincre le gaullisme qu'en lui opposant une politique neuve.

Pour nous, le deuxième terme de l'alternative que doit affronter le peuple français est constitué par l'établissement d'une démocratie de caractère socialiste répondant aux besoins d'une société industrielle moderne. Ce qui implique l'établissement de nouvelles institutions et la réalisation de grandes réformes de structures en matière de planification comme en matière de nationalisation. Ce qui entraîne également une politique étrangère dépassant les nationalismes et mettant en cause dans les faits et non plus seulement dans les paroles l'hégémonie américaine en Europe.

Cette position nous a valu de nombreuses sympathies. Elle nous a permis de contribuer à écarter les opé-

rations qui tendaient à réaliser, à l'occasion de la candidature de Gaston Defferre, la coalition immorale d'une fraction de la gauche et d'une fraction de la droite. Il ne nous a malheureusement pas été possible d'empêcher le vieil appareil de la S.F.I.O. d'imposer une combinaison tactique qui lui permet d'éviter la discussion sur le programme et lui laisse les mains libres pour envisager de futures coalitions centristes. Les déclarations de Guy Mollet sur une candidature Pinay sont, à cet égard, très significatives.

Le Parti Communiste a donné sa caution à cette opération en renonçant aux positions qu'il avait défendues depuis le début de la campagne et en laissant dans l'ombre le fait que toutes les coalitions électorales qui, dans le passé, ont été ainsi réalisées sans accord sur le fond et sans engagement sur l'avenir, sont demeurées sans lendemain.

Telle qu'elle se présente, la candidature Mitterrand ne répond pas à nos objectifs. Et, cependant, le mécanisme plébiscitaire instauré par le général de Gaulle nous imposera, le 5 décembre, un choix très simple : ou le régime, ou Mitterrand. Le P.S.U., qui n'a jamais fui ses responsabilités, déclare que l'adversaire est le gaullisme et qu'il faudra donc voter pour François Mitterrand.

En donnant cette consigne, le P.S.U. n'entend en rien aliéner sa liberté d'action. Sans s'associer à la campagne de François Mitterrand et sans s'aligner sur la fausse stratégie unitaire de la direction du Parti Communiste, il engagera sa propre campagne sur les thèmes de l'alternative socialiste et il saisira toutes les occasions pour les populariser et les développer.

Il mènera cette campagne en soulignant la nécessité de réaliser un accord politique sur le fond et un engagement sur l'avenir entre les différentes formations de gauche.

Nous sommes persuadés que cette position sera comprise par de nombreux travailleurs qui hésitent à voter pour François Mitterrand, mais

qui ne veulent pas, pour autant, donner leur soutien au régime gaulliste. Nous sommes persuadés qu'en tirant les leçons d'une expérience engagée dans des conditions peu favorables, beaucoup d'entre eux prendront conscience de la nécessité d'un profond renouvellement de la gauche française et trouveront à travers ce renouvellement le véritable chemin de l'unité et de la victoire.

Le P.S.U. prendra, dès maintenant, les contacts nécessaires pour resserrer ses liens avec toutes les forces qui s'insèrent actuellement dans le courant du renouveau socialiste.

## Texte présenté par J.-M. Vincent

Pour lutter efficacement contre le gaullisme, le P.S.U. a toujours proposé aux forces ouvrières et populaires un programme de réformes de structure anticapitaliste ouvrant la perspective du socialisme. C'est en effet la seule façon sérieuse de s'attaquer aux racines profondes d'un régime qui a su utiliser les faiblesses de la démocratie parlementaire et offrir au néo-capitalisme une politique économique et sociale favorable à ses intérêts. Par contre, le P.S.U. a souligné en même temps que les rassemblements sans principe et sans programme ne faisaient que renforcer les courants de démolition et de dépolitisation qui constituent le garant essentiel de la permanence du gaullisme.

En conséquence, face à l'échéance des élections présidentielles, le P.S.U. a proposé à toutes les organisations se réclamant du mouvement ouvrier de s'entendre sur une plateforme commune, susceptible de rassembler des forces dispersées et de jeter les bases d'un véritable combat pour le socialisme. Il constate que ses propositions n'ont pas été retenues par les directions des partis traditionnels malgré l'écho qu'elles ont rencontré chez de nombreux travailleurs. La S.F.I.O. n'a pensé qu'à préserver ses chances de nouer dans l'avenir des alliances simultanées et contradictoires comme l'ont montré les ouvertures de Guy Mollet en direction de Pinay. De son côté, le P.C.F. a renoncé à toutes ses

exigences sur la discussion d'un programme commun et a consenti par électoralisme et fausse conception de l'unité à devenir une force d'appoint d'une partie de la bourgeoisie.

Aujourd'hui, la candidature de François Mitterrand soutenue par les deux partis traditionnels n'est pas une candidature qui fait avancer l'unité du mouvement ouvrier. C'est le fruit d'une entente purement conjoncturelle. Elle ne lève pas l'hypothèque anticommuniste qui pèse depuis des années sur l'action ; elle est fondée sur des « options fondamentales » qui, en politique intérieure, traduisent une orientation en faveur du néo-capitalisme et en politique extérieure sont explicitement favorables à l'atlantisme. Cette candidature comme celle de Defferre s'insère dans une tentative d'intégration du mouvement ouvrier à la politique sociale des classes dirigeantes.

Aussi, en l'absence d'un programme commun, en l'absence d'une perspective unitaire et d'un véritable renouvellement des objectifs de lutte, le P.S.U. ne peut en aucun cas appeler à voter en faveur de François Mitterrand. Il doit présenter son propre candidat ou à défaut appeler au vote nul.

## Lille

La section lilloise de notre Parti vient d'être regroupée.

Elle a son siège 7, rue Pierre-Le-grand. Secrétaire : Armand Lebleu. Trésorier : Robert Bonnel, C.C.P. 3280-56, Lille.

Permanence les jours ouvrables, de 18 h 15 à 19 h. Téléphone 53.96.03. Le bureau (provisoire) sera renouvelé en janvier 66.

Assemblée générale chaque dernier vendredi du mois à 20 h (sur convocation).

## Erratum

L'article du camarade Georges Gontcharoff paru dans notre précédent numéro a été présenté sous le titre « Une voie détournée pour le P.S.U. », alors qu'il fallait lire « Une voie autonome... ».



# LES DÉCISIONS DU P.S.U.

**P**ENDANT les deux jours de notre Conseil national et le lendemain, l'attention d'une grande partie de la presse et de toutes les radios périphériques a été centrée sur le P.S.U. Si quelques contresens ont été commis sur nos travaux, beaucoup de renseignements objectifs ont été donnés. Les informations télévisées de l'O.R.T.F., elles-mêmes, sans nous convier à une « cause-rie au coin du feu » (elles ne s'inspirent pas encore des méthodes de la B.B.C.), ont poussé l'audace jusqu'à citer le nom du P.S.U. et à nous consacrer trente secondes, en soulignant les deux aspects complémentaires de notre décision : notre consigne de vote sans ambiguïté et notre volonté de préserver notre indépendance.

**O**N s'est parfois étonné de voir notre démocratie intérieure fonctionner aussi pleinement. Toutes nos fédérations et toutes nos sections ont été appelées à exprimer leur opinion. *Tribune Socialiste* a institué une large tribune libre de discussion. Tous les arguments ont été donnés en faveur des différentes thèses. Tous les points de vue ont été confrontés et ils étaient — cela est vrai — très nombreux.

Nous sommes les seuls à avoir agi ainsi. Cela n'entraîne-t-il pas quelques inconvénients ? m'a demandé un journaliste qui avait suivi les débats d'autres organisations, et qui était frappé par une littérature aussi abondante et aussi peu monolithique. Je lui ai répondu que je préférerais la liberté avec ses risques au faux confort qu'apportent le totalitarisme et la bureaucratie plus ou moins sclérosée. Les très longs échanges de vues, loin d'empêcher que la décision prise à la majorité devienne la loi du Parti, lui confèrent une plus grande autorité.

**N**OUS avons donc décidé de donner une consigne de vote claire pour les élections présidentielles et nous allons mener une campagne autonome. Nous ne nous associerons pas à la campagne de François Mitterrand pour lequel nous demandons de voter contre les candidats du pouvoir personnel et de la réaction avouée ou plus ou moins camouflée. Il n'y a là aucune contradiction. Avons-nous agi par désir d'originalité à tout prix ? Nullement. Par une sorte de prurit de pureté intégrale ? Non, mais plutôt par un double souci de loyauté et d'efficacité.

**N**OUS avons toujours préconisé en effet une candidature unique de la Gauche sur un programme discuté en commun et adapté aux nécessités économiques, sociales et politiques actuelles. La simple rencontre des bulletins de vote communistes et socialistes le 5 décembre, après acceptation séparée de la S.F.I.O. et du P.C. d'une plate-forme élaborée par Mitterrand seul, ne répond pas à ces préoccupations. Pour vaincre le gaullisme et lui succéder d'une manière durable, il faut à la fois unir toutes les forces de gauche et présenter un programme précis susceptible d'application immédiate en cas de victoire. Les deux conditions sont aussi nécessaires l'une que l'autre. Des centaines de milliers de travailleurs et de travailleuses, mis en condition par le chef de l'Etat, par son mythe, par sa radio-télévision, par sa presse conformiste, peuvent et doivent être arrachés à l'emprise du régime. Ils le seront, lorsqu'on leur montrera un visage nouveau de la Gauche. On fera alors, sur le plan national, une trouée comparable à celle que l'on a réussie à Grenoble, sur le plan municipal.

**L**E P.S.U., qui ne veut pas mentir même pas omission, entend le dire en toute indépendance, sans polémiques inutiles bien entendu et en parlant davantage de ce qu'il convient de faire dorénavant, que de ce qu'il aurait fallu faire hier. « L'alternative au gaullisme » pour nous, c'est la démocratie socialiste. Ce n'est pas nous qui avons adjuré M. Pinay d'être candidat, au nom d'une « démocratie » formelle, vide de sens, résolument conservatrice et par conséquent incapable de dépasser le néo-capitalisme gaulliste, à la droite duquel elle se situe à beaucoup d'égards. Cela, nous le pensons tous.

Si notre vote n'a pas été unanime, c'est parce qu'il y avait entre nous des divergences parfaitement compréhensibles sur la tactique. Certains camarades estimaient que nous devions faire moins de réserves sur la candidature de Mitterrand ; d'autres, que la meilleure manière de faire connaître notre opinion, c'était de lancer, malgré toutes les difficultés que cela pouvait comporter, une candidature, sinon d'un membre du P.S.U., du moins d'un représentant de la Gauche nouvelle. Ils ont émis des votes différents de ceux de la majorité. Cela ne portera aucune atteinte à notre cohésion. Seuls ceux qui nous connais-

sent mal ne comprennent pas que nous allons maintenant mener la bataille tous ensemble sur notre propre terrain.

**A**PRES tout, Mitterrand lui-même et les partis qui ont décidé de l'appuyer ne mèneront-ils pas, chacun de leur côté, une campagne autonome ? Pense-t-on que le candidat de la Gauche à la présidence de la République va présider, au Palais des Expositions et dans des grandes villes de province, des réunions publiques avec la participation de Waldeck Rochet et de Guy Mollet qui s'y donneront l'accolade, après avoir constaté leur parfaite identité de vues pour une tâche constructive ?

**C**E n'est pas nous qui avons choisi arbitrairement la voie autonome. Elle nous a été imposée par les conditions dans lesquelles la candidature a été lancée, la plate-forme élaborée, les accords donnés par la S.F.I.O. et par le P.C. L'élection présidentielle n'est d'ailleurs qu'un épisode de la lutte permanente menée par les socialistes authentiques contre le capitalisme, à la fois sous sa forme traditionnelle et sous sa forme moderne.

Ils doivent saisir cette occasion de faire savoir comment on peut déblayer la route qui conduira à la démocratie socialiste.

**Edouard Depreux.**

## APPEL

*Le Conseil National demande instamment aux fédérations, aux sections, aux camarades et aux sympathisants qui en ont la possibilité et qui ne l'ont pas encore fait, d'aider matériellement le P.S.U. à l'occasion de la campagne pour l'élection présidentielle. Il rappelle que les fonds doivent être envoyés à Louise LEMÉE, P.S.U., 81, rue Mademoiselle, à Paris (15<sup>e</sup>), par chèque bancaire ou par chèque postal (C.C.P. Paris 46 41-25).*

(Motion votée à l'unanimité.)

En transmettant cette motion du Conseil National, j'appelle l'attention de tous les amis sur son importance. Nous devons accomplir un effort considérable. Nous ne le pourrons que si vous nous fournissez les munitions nécessaires. Les ressources normales du parti ne le permettent pas. Beaucoup de camarades ont envoyé des fonds à Louise Lemée. Imitez-les. Répandez partout des listes de souscription. Merci à tous.

**Edouard Depreux.**



## AGRICULTURE

### Le C.N.J.A. ouvre le dossier européen

Le Centre national des jeunes agriculteurs (C.N.J.A.) a fait preuve d'un certain courage en choisissant « l'Europe et l'avenir de l'agriculture » comme thème de réflexion pour ses journées d'études qui se sont déroulées les 13 et 14 octobre. Il courait, d'une part, le risque de présenter des rapports peu assimilables par la majorité des délégués et, d'autre part, les observateurs pouvaient interpréter les critiques formulées à l'égard de la politique communautaire en matière agricole comme une forme d'approbation des thèses du général de Gaulle. Les débats ont révélé une très grande sensibilité de l'ensemble de l'organisation à ces problèmes. Les interventions ont montré pour la première fois dans l'histoire des organisations agricoles, que les représentants départementaux étaient capa-

autres politiques axées sur la réforme des structures de production, sur l'amélioration des conditions techniques de transformation et de commercialisation des produits et sur la formation professionnelle des chefs d'entreprise, se trouvent affrontés aux mêmes problèmes et se heurtent aux mêmes forces.

Ainsi le conflit qui opposait les jeunes agriculteurs aux forces conservatrices entre 1958 et 1961 se trouve à nouveau posé, en termes identiques, sur le plan européen. Le rapport présenté par Joseph Yverneau est à cet égard d'une extrême clarté : « Nous savons qu'une politique de prix élevés ne peut vraiment profiter qu'aux exploitants qui bénéficient de structures de production satisfaisantes. Ceux-ci ne constituent en Europe qu'une minorité. Privilégiée dans la politique



(Photo A.D.P.)

Les dirigeants du C.N.J.A. : (de g. à dr.), Sirries, secrétaire général ; Guillaume, président, Yverneau, vice-président.

bles de dépasser leurs préoccupations particulières et d'élargir leur horizon à un niveau national et international. Ces journées d'études ont montré la possibilité et l'existence d'un dialogue entre la direction nationale du mouvement, moins personnalisée et plus homogène depuis son renouvellement en 1964, et l'ensemble des cadres locaux plus formés et ouverts à l'ensemble des problèmes de l'agriculture française.

Ces journées ont été surtout marquées par l'affirmation des divergences profondes qui opposent les conceptions des jeunes agriculteurs en matière de politique agricole européenne, à celles des autres organisations agricoles. Préoccupés essentiellement par l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique agricole dans le cadre national, les dirigeants du C.N.J.A. avaient laissé aux forces traditionnelles l'initiative sur le plan européen. Ils affirmaient avec l'ensemble des organisations paysannes la nécessité vitale pour l'agriculture française d'une unification de l'Europe à brève échéance. Mais leur analyse n'allait pas au-delà d'une simple recherche de débouchés. Ils se sont peu à peu aperçus qu'ils défendaient sur le plan national une politique contraire à celle qu'ils soutenaient au niveau européen. Ils ont pris conscience que l'Europe qui se construisait à Bruxelles ne correspondait pas à celle qu'ils souhaitaient.

En effet, cette politique de caractère libéral se limite à une unification des marchés et des prix et se préoccupe essentiellement des problèmes céréaliers qui n'intéressent qu'une minorité de producteurs disposant généralement d'une grande puissance économique et financière. Or les jeunes agriculteurs qui en 1958-1960 ont dénoncé une telle politique dans le cadre national et lui ont opposé une

agricole commune, la politique des prix, conduit à dire que l'on fait une politique pour une catégorie minoritaire d'agriculteurs, ceux qui par ailleurs auraient le moins besoin de l'aide de l'Etat.

A cette « politique des prix », ils entendent opposer des programmes régionaux de développement communautaire basés sur une politique européenne des structures foncières, sur la détermination d'une hiérarchie des prix agricoles et sur une organisation des marchés renforçant le pouvoir économique des agriculteurs.

L'ensemble de ces propositions, largement développées dans les différents rapports ont soulevé de violentes oppositions de la part des différents leaders de la droite agricole. L'un de ses principaux porte-parole, M. Deleau, président de l'association générale des producteurs de blé, a accusé les dirigeants du C.N.J.A. de renforcer les adversaires de l'unité européenne.

En fait, les C.N.J.A. affirme son attachement à l'unité politique de l'Europe et croit qu'il ne peut y avoir d'intégration économique sans intégration politique. Mais ses conceptions diffèrent profondément de celles des autorités de Bruxelles et il estime que la crise ouverte le 30 juin peut permettre d'orienter la politique agricole commune dans un sens plus conforme à ses objectifs. Ainsi peut-on expliquer la très grande modération dont il fait preuve à l'égard de la politique européenne de de Gaulle.

Au cours de ses journées d'études, le C.N.J.A. a ouvert le dossier européen et l'ensemble du mouvement doit poursuivre la réflexion au cours des prochains mois. Aussi serait-il prématuré de porter un jugement définitif sur ses orientations.

Yves Tavernier.

## PRÉSIDENTIELLES

### Le "oui" par force de Lecanuet

Le « Centre », comme on dit communément en parlant des milieux capitalistes, est conservateur. Mais cette fois, il n'a pu conserver ses illusions longtemps. M. Pinay s'est obstinément refusé à être candidat.

Cela n'est pas pour nous surprendre. La coalition des intérêts qui tire les ficelles de la politique de ses « démocrates » n'avait nullement le désir d'opposer Pinay à de Gaulle. Ce dernier restant le plus sûr garant du

maintien de leurs privilèges, il n'était pas question de lui opposer réellement un autre candidat. Tout juste pouvait-on brandir la menace... pour la monnayer contre quelques avantages et garanties.

C'est ce qui se fit. Et M. Pompidou, recevant les « financiers » du C.N.P.F., eut pour eux la compréhension qui convenait.

Il n'y a qu'à lire la loi de finances 1966 pour constater que la paie a été faite. Allègements fiscaux pour les gros revenus, subventions, autorisations d'emprunts pour aider la trésorerie gérée de Citroën, de C.S.F... tout cela permet, en cette période électorale, d'assurer que l'économie « re-part » et de le commenter en dehors de toute démagogie, bien entendu.

Dans ce cas-là, M. Pinay n'avait pas à sortir de ses conseils d'administration. Il valait mieux le garder à nouveau en réserve et essayer, après le 6 décembre, d'en faire peut-être un ministre de de Gaulle.

Pourquoi ne pas avoir les deux, en effet, et, par-dessus le marché, Giscard d'Estaing, qui est de la maison lui aussi, et Pompidou, qui n'est qu'en congé de chez Rothschild ?

Allons, qui pouvait croire que Pinay se présenterait contre de Gaulle ? Qui pourrait encore croire que Pinay se serait présenté contre Pompidou ou Pompidou contre Pinay ?

Oui, qui ?

Eh bien ! il y en a, bien peu dans ce marais du Centre du reste, mais il en reste dans cet assemblage du M.R.P.

Pars et durs, il y croyaient, eux, à Pinay. Et les Fontanet-Lecanuet-Teitgen-Abelin ont avec candeur joué le jeu. Pire, ils continuent et n'écoutent pas le conseil désintéressé de leurs aînés, les Pflimlin, Schumann, Colin. Ceux-ci préférèrent de Gaulle et l'avouent. Ils connaissent bien leur électoral. Ils ne veulent pas le perdre. Mais ils ne sont pas écoutés. Au M.R.P. aussi on secoue le cocotier. Et les jeunes ténébreux, aux dents longues croient que, parmi les notables, les catholiques, les petits industriels, les jeunes paysans unis de la J.O.C., il y a une clientèle pour eux, qui ne votera pas de Gaulle, une clientèle qu'ils récupéreront.

Certes, ils auraient préféré, au dernier quart d'heure, que le candidat soit pris en dehors de leur parti (décidément, cette maladie du gaullisme est contagieuse) et l'ancien haut fonctionnaire socialiste, hier ministre de de Gaulle et aujourd'hui industriel, Pierre Sudreau, leur apparut soudain comme la solution miracle.

Hélas ! Sudreau, homme fort sym-

pathique au demeurant, n'est pas fou. Comme Fontanet, ancien ministre lui aussi de de Gaulle, il ne se sent pas beaucoup de courage pour affronter le « chef » d'hier et ses sarcasmes.

Il a dit non, juste le temps d'une réflexion de week-end, mais, en échange, il s'est fait promettre un futur siège de député...

...A moins qu'il ne brigue le siège de sénateur du pauvre Lecanuet.

Je dis le pauvre, parce qu'à force de crier autour de lui : « Il faut un candidat », il a fini par se désigner



(Photo A.D.P.)

Le choix : électeurs ou militants.

lui-même. Le voilà bien avancé, maintenant.

Le doute commence à l'envahir. Et si le « Centre » n'existait pas ? Et si les catholiques suivaient la hiérarchie ? Et si le M.R.P. n'avait de fidèles que ses rares militants ? Et si le « Comité des démocrates » n'était qu'un fantôme ? Que de doutes !

Et M. Marcilhacy ? nous direz-vous. Il a un seul argument : « Je me suis désigné candidat avant M. Lecanuet, donc je suis le meilleur... »

Nous voici donc avec deux candidats pour un seul Centre et avec quatre candidats pour une seule Droite.

Raison de plus pour n'avoir qu'un seul candidat à gauche.

H. P.

## ANTONY

### Folklore étudiant ou syndicalisme ?

« Une histoire de concierge », « 800 policiers pour garder la vertu des étudiantes d'Antony », « Bressand = Flic », « beaucoup de bruit pour rien », « les policiers couchent dans le bâtiment des filles » : Antony c'est ça ! C'est ça du côté des graffitis de *France-Soir*, *L'O.R.T.F.*, *L'Aurore*, Fouchet et compagnie ! C'est ça parce que sur Antony on a monté une manipulation d'opinion publique, une magnifique opération de discrédit en jouant les apparences, le superficiel, les yeux du Français moyen-donc-gaulliste contre le fond du problème. En somme dans cette première manche qui a été jouée et perdue par les étudiants, c'est la puissance des moyens de communication qui a été une nouvelle fois mise en œuvre et démontrée. Mais la seconde manche commence : pétitions situées massivement, quatre meetings avec 400 à 500 étudiants en une semaine, meeting à la Sorbonne, grève des loyers et probablement l'extension du mouvement dans toutes les cités universitaires.

#### Naissance du syndicat : début de vie collective

Antony c'était, à l'origine, une cité-dortoir remplie par 3.000 étudiants issus des milieux sociaux les moins aisés et le plus généralement boursiers. Devant l'absence totale d'équipements collectifs, une association des résidents s'est créée et réclamait non seulement l'accélération de la mise en service des équipements prévus (restaurants, crèches...) mais

aussi lançait une expérience d'animation socio-culturelle (ciné-club...) et des groupes d'études où collaborent étudiants et professeurs, ce qui contraste avec le dogmatisme des facultés. L'Association des Résidents est ainsi devenue peu à peu un véritable syndicat qui puisait sa représentativité non seulement dans des réalisations concrètes, mais aussi dans un potentiel revendicatif accru. On peut, certes, critiquer les types de revendications et de réalisations. La stricte défense des conditions de vie et la mise en œuvre de palliatifs n'ont jamais eu un réel pouvoir contestateur ; mais il fallait bien passer par là. Et la représentativité de l'A.E.R.U.A. c'est une des raisons qui a motivé l'immédiate riposte du Pouvoir, l'intervention massive de la police dans la cité, les sanctions disciplinaires...

La seconde raison, c'est l'influence nationale de l'A.E.R.U.A. qui lance d'Antony des mouvements s'étendant dans toutes les autres cités.

#### La cité en pratique

Je suis donc allé voir Antony et discuter avec les étudiants. On m'a montré le fameux couloir B : 350 m de long, les accès au restaurant : une tranche de brique de 50 cm de large, les parkings que l'Administration construit pour inciter les étudiants à s'offrir des bagnoles au travail noir, donc à montrer qu'ils peuvent payer des loyers plus élevés, la crèche insuffisante, les loges de surveillance... De cette visite et des dis-



## RELATIONS FRANCO-EGYPTIENNES

### Nouveau départ

Avec le voyage en France du maréchal Hakim Amer se dissipent les nuages qui assombrèrent ces dernières années les relations entre la France et l'Egypte.

Le sombre épisode de Suez, le climat hostile pendant la guerre d'Algérie, l'affaire des diplomates aujourd'hui amnésies, les indemnités des biens français sous séquestre... le problème du lycée français en voie de règlement, voilà semble-t-il le contentieux franco-égyptien en voie d'être réglé, et une longue et ancienne tradition qui se renoue.

Mais ainsi va le temps que les rapports entre nos deux pays prennent une tout autre forme.

Ce n'est plus vers l'Egypte corrompue et enrichissante que les industriels orienteront leurs investissements. Ce n'est plus vers la caste privilégiée des grandes familles que se véhiculera notre langue. C'est pour le peuple égyptien que le maréchal Amer souhaite normaliser les liens politiques et économiques avec la France.

La construction du socialisme en Egypte présente un caractère original sur lequel nous reviendrons dans quelques semaines. Mais en même temps qu'elle modifie les structures économiques, cette construction nécessite d'énormes capitaux.

Et ceux-ci font défaut. La cote d'alerte a été atteinte ces derniers mois et bien des pays créanciers ont montré leur impatience et leur crainte. Pour réaliser le 2<sup>e</sup> plan quinquennal, le gouvernement égyptien ne peut pas toujours s'adresser aux pays de l'Est, il lui faut équilibrer ses achats, et en bien des domaines, s'adresser à l'Occident.

Mais il ne peut le faire que vis-à-vis des pays qui lui accorderont les crédits nécessaires.

Et quand l'Allemagne offre 8 à 10 ans de crédit à 6 p. cent, l'Italie 10 à 20 ans à 5 p. cent, l'U.R.S.S. 12 ans à 2,5 p. cent, il n'y a plus qu'une solution pour la France si elle veut vendre ses fournitures d'équipement : il lui faut offrir des conditions de crédit exceptionnelles.

Il y a 10 ans, le marché égyptien représentait un débouché de 22 millions. Aujourd'hui, il n'atteint pas le milliard.

Une nouvelle ère doit donc commencer après la visite du maréchal Amer.

L'industrie française qui a besoin d'exporter pour faire face à la récession du marché intérieur doit être la première bénéficiaire de ce voyage. Et nos rapports politiques ne pourront donc qu'être les premiers à bénéficier de cette situation.

La France a sur ce point un rôle important à jouer. Mais là encore nous ne saurions nous satisfaire de la seule présence diplomatique.

Les problèmes politiques de l'Orient



(Photo A.D.P.)

Amer à Paris : dix ans après Suez.

trouvent leurs solutions dans le développement d'entreprises socialistes. L'Egypte offre actuellement une intéressante expérience. Le socialisme spécifique à l'Orient.

Il ne suffira pas dans les années qui viennent de la seule « coexistence » au sommet. Il faudra y ajouter un peu de chaleur humaine, un peu plus de sincère conviction.

P. H.

## ANTILLES FRANÇAISES

### De procès en procès

Du 24 au 27 décembre 1959, de graves manifestations se déroulent à la Martinique, l'on déplorera la mort de trois jeunes Martiniquais tués par les forces de l'ordre. L'émotion est grande et il semble bien qu'elle soit à la base d'une nouvelle prise de conscience du problème antillais. A Paris, un certain nombre de personnalités antillaises fondent un « Comité d'Etudes et d'Action » ; on y retrouve l'écrivain E. Glissant, M. Marie-Joséphine, Béville (disparu depuis lors d'un accident d'avion), M<sup>r</sup> Manville, etc.

Par une décision du 7 septembre 1961, le ministre de l'Intérieur interdit à ces ressortissants français, d'origine antillaise, la sortie du territoire. Il faudra que le 23 janvier 1962, M<sup>r</sup> Manville soit interpellé à l'escabe de Marignane, alors qu'il se rendait en République Centrafricaine, pour qu'il prenne connaissance de la mesure qui le frappe. L'avocat ne ménagea pas ses réactions quelque peu vives et fut condamné pour outrages à agent de la force publique le 20 janvier 1963 par le Tribunal correctionnel d'Aix. Le 5 octobre dernier, l'affaire passait devant le Tribunal administratif de Paris, portée par l'intéressé, défendu par M<sup>r</sup> Lyon-Caen et le bâtonnier Marcel Grente.

Le Commissaire du gouvernement fut contraint de demander l'annulation d'une mesure dont l'arbitraire et l'hypocrisie sautaient aux yeux. Retenons des arguments avancés, les quelques phrases suivantes : « Nous pouvons peut-être penser que ce

pourrait être davantage une mesure préventive qu'une sanction... Néanmoins nous vous demandons de prononcer l'annulation, car peut-être vaut-il mieux pécher par excès de libéralisme que par excès de rigidité » (sic).

En attendant que le jugement soit rendu (vraisemblablement le 2 novembre prochain), on ne peut s'empêcher de songer que ces « escarmouches », — de la part d'un pouvoir qui aurait accompli la décolonisation jusqu'à son terme — renvoient aux problèmes complexes et urgents qui se posent toujours dans les territoires d'outre-mer !

### BULLETIN D'ADHESION

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
.....  
.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15<sup>e</sup>).

cussions avec les étudiants, notamment Perfetini et Annette Simon du bureau de l'A.E.R.U.A., j'ai conclu qu'il fallait non seulement analyser le problème, mais aussi l'expliquer politiquement. Car l'affaire d'Antony, c'est la première action de masse contre la conception sociale actuelle des cités ; la première fois que l'A.E.R.U.A. s'attaque à la fois à la défense des intérêts matériels des étudiants et au pouvoir de décision de l'Administration. Concrètement le conflit porte donc sur deux points : le règlement intérieur et les loyers.

### Un internat supérieur

Il existe à Antony un règlement intérieur, celui de toutes les cités, qui par un accord tacite entre les étudiants et l'Administration n'était pas appliqué. Le ton du règlement et sa signification sont assez bien résumés en un de ses articles : « Les chambres et les logements mis à la disposition des étudiants ne leur sont pas « loués » et les étudiants ne peuvent prétendre sur ces chambres et ces logements à plus de droits que n'en auraient les pensionnaires d'un établissement d'enseignement. » Et puis un certain nombre de perles toutes aussi intéressantes : « Les visites de jeunes gens et de jeunes filles ne sont autorisées que dans les locaux communs. » « Il est interdit aux résidents de fixer des gravures aux murs. » « La propagande politique et religieuse sous toutes ses formes est interdite. » Il est assez troublant de constater que l'application du règlement intérieur correspond à la nomination d'un nouveau directeur, à la visite d'un député U.N.R., au cloisonnement des différents bâtiments de la cité, à la construction de loges de surveillance. Par ailleurs, la restriction des libertés individuelles et collectives qui fait partie d'un plan mis en œuvre depuis l'année dernière, fait suite à la réussite de mouvements revendicatifs et revient à l'ordre du jour du directeur Bressand au moment même où débute une nouvelle grève des loyers. L'affaire de la loge de concierge, que l'A.E.R.U.A. ne refuse pas en tant que telle, mais dont elle voudrait discuter de l'utilisation, c'est le révélateur du mécontentement croissant des étudiants face à l'application d'un règlement infantilisant. L'A.E.R.U.A. a donc constaté l'application de ce règlement et a proposé un contre-projet de règlement intérieur pour l'ensemble des cités universitaires. Ce projet que l'Administration a refusé de discuter contient notamment cet article : « La vie en résidence est réglée selon les principes de la co-gestion par les représentants de l'Administration et les responsables étudiants élus au sein de leur association. Ceci implique une participation effective des résidents à l'élaboration

et à la prise des décisions et ce dans tous les domaines. »

D'autre part, depuis quinze jours les étudiants font la grève des loyers. En effet, les loyers augmentent régulièrement sans hausse correspondante du taux des bourses. Or les étudiants d'Antony sont boursiers à 70 p. 100...

### Un projet politique cohérent

« L'affaire d'Antony doit se considérer dans le cadre de la politique du gouvernement. En effet, nous voyons l'application du plan Fouchet au niveau de la vie sociale des étudiants. Le plan Fouchet prévoit la création d'instituts techniques supérieurs pour ces « mauvais bacheliers » qui du fait des barrages et de la nature de l'enseignement seront issus surtout des classes défavorisées. L'« hébergement » en cité est conçu pour des boursiers et pour pas plus de trois ans. Les I.P.T.S. donneront une formation courte. Cet enseignement court est destiné aux étudiants les moins fortunés qui sont aussi ceux des cités. »

C'est ainsi que Jean-François Nallet (1) m'explique le contexte d'Antony. Il retrace le développement de l'affaire et expose la conclusion qui devait faire l'essentiel de son intervention au meeting de la Sorbonne. « L'intervention de la police fait partie d'une action d'envergure du pouvoir : le pouvoir cherche une épreuve de force, il veut briser l'A.E.R.U.A., et porter par cela même un coup à l'U.N.E.F. C'est la raison pour laquelle nous avons besoin de l'appui des forces démocratiques. » J'ajouterai que le néo-capitalisme s'accommode mal des quelques îlots de libertés collectives qui par leur existence même le contestent radicalement.

Samedi dernier huit étudiants d'Antony dont cinq responsables syndicaux passaient en jugement devant une juridiction universitaire. Un de leurs « juges » justifiait l'application du règlement intérieur par la nécessité de protéger les jeunes filles des agissements des étudiants africains et algériens !

Le résultat confirme l'état d'esprit du ministère de l'Education nationale.

Sept résidents ont été exclus. Cinq, dont le président de l'association, M. Tuchmann, sont exclus définitivement, deux autres sont exclus pour un an.

Nous espérons que les syndicats de l'Education nationale montreront, à cette occasion-là, leur solidarité et prendront toutes les initiatives pour que le ministre de l'Education nationale revienne sur cette décision politique.

Jean Terce.

(1) Président de l'U.N.E.F.

## SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

### Comment on obtient un prof de philo

Le pouvoir gaulliste ne recule pas, sauf quand les revendications s'expriment nettement et vigoureusement. De jeunes lycéens de Saint-Germain-en-Laye ont manifesté avec succès, jeudi 15 octobre, pour obtenir la nomination d'un professeur de philosophie.

Après trois semaines de classe, des élèves de sciences expérimentales du lycée Roby n'avaient pas encore eu de cours de philo. Au début de l'après-midi, ils défilèrent calmement, mais avec des pancartes expressives, à travers la ville, et ils allèrent clamer leurs revendications devant la maison familiale des Fouchet. Alors, les camions de police arrivèrent et,

avec leurs arguments traditionnels, les hommes du maintien « de l'ordre » dispersèrent les lycéens qui réclamaient à leur ministre un prof de philo ! La manifestation continua dans les rues voisines, malgré l'arrestation de onze jeunes, qui ne furent libérés que sur intervention personnelle du proviseur.

Tous les lycéens, tous leurs professeurs, tous les parents d'élèves sont solidaires d'une manifestation provoquée par l'inertie ministérielle et qui a réussi avec éclat : pendant que les jeunes criaient : « Fouchet, démission ! », un prof de philo était nommé au lycée Roby.

Un groupe de jeunes P.S.U.

### LA QUERELLE SINO-SOVIETIQUE

#### Que se passe-t-il dans le mouvement communiste international ?

Débat public entre Isaac Deutscher, Pierre Cot, Jacques-M. Verges et Lelio Basso.

Cahiers du Centre d'études socialistes, n° 52-53. L'ex. 3 F. En vente à T.S., 54, bd Garibaldi, Paris-15<sup>e</sup>, C.C.P. 5826-65.



Le service d'information des Communautés Européennes (1) a publié un excellent numéro « L'Europe et l'Histoire ». L'objectivité avec laquelle

a été présentée l'évolution chronologique du Marché commun agricole mérite d'être soulignée.

Nous préparons à T.S. le même

travail de clarification. Nous présentons à nos lecteurs ce document clair et précis.

(1) Communauté Européenne, 26, rue Desaix, Paris-15<sup>e</sup>.

munauté dans tous les domaines, la Commission, dans son programme d'action pour la deuxième étape, envisage l'achèvement du Marché commun complet pour le 1er janvier 1967.

#### ● 4 décembre 1963

Le Conseil décide la coordination des politiques de structures agrico-

## ● Les principes de la politique agricole commune

#### ● 25 mars 1957

**Signature du Traité de Rome.** — Dans son titre II, le Traité stipule : « Le Marché commun s'étend à l'agriculture et au commerce des produits agricoles ». Toutefois, contrairement à ce qui est prévu pour les produits industriels, les principes et les orientations contenus dans ce titre doivent être complétés par des règlements d'application.



(Photo A.D.P.)

M. Hallstein : un technocrate ?

#### ● 3-12 juillet 1958

En vertu de l'article 43 du Traité, la Commission européenne convoque à Stresa une conférence réunissant les milieux économiques et sociaux de la Communauté pour faire l'inventaire des problèmes que pose l'inclusion de l'agriculture dans le Marché commun : quel sera le régime de l'agriculture européenne ? Comment seront assurés les objectifs économiques et sociaux du Traité en cette matière ?

#### ● 30 juin 1960

La Commission transmet au Conseil un mémorandum d'ensemble exposant les lignes directrices qui présideront à ses propositions au Conseil dans le domaine agricole.

Un premier projet de la Commission avait déjà été soumis en novembre 1959 à la discussion des milieux intéressés de la Communauté.

Ces propositions qui concernent les produits clés (céréales, sucre, produits laitiers, viande bovine, viande de porc, volaille, œufs, fruits et légumes, vin) reposent sur les cinq principes suivants :

- rapprochement des prix ;
- élimination des obstacles au commerce, à l'intérieur de la Communauté ;
- élimination des pratiques qui faussent la concurrence ;
- coordination des politiques commerciales ;
- mise en place d'un fonds commun pour la prise en charge progressive des dépenses agricoles.

Ce principe implique pour chaque produit clé la création d'une organisation commune de marchés.

Les propositions prévoient aussi une action communautaire importante pour l'amélioration des structures agricoles.

#### ● Septembre 1960

Le Comité spécial pour l'agriculture composé de très hauts fonctionnaires des Etats membres commence ses travaux sur la base des propositions de la Commission.

#### ● 20 décembre 1960

Le Conseil adopte une résolution prévoyant une réalisation accélérée du Marché commun agricole. Il arrête un calendrier de travail pour la présentation des propositions de la Commission et pour les décisions à prendre au sein du Conseil.

#### ● Mai et juillet 1961

Le Conseil est saisi de propositions de la Commission pour les organisations de marchés suivantes : céréales, viande de porc, œufs, volaille, fruits et légumes, vin. Ces organisations de marchés prévoient non seulement la réalisation progressive de la libre circulation complète de ces produits à l'intérieur de la Communauté, mais aussi la fixation des prix communs, ainsi que la prise en charge progressive par la Communauté des dépenses d'aide à l'exportation vers les pays tiers et des interventions destinées à soutenir les cours sur les marchés de la Communauté.

Un ensemble de réglementations précises assure la mise en place progressive de cette organisation commune qui permet d'éviter des difficultés particulières dans un des Etats membres et une concurrence anormale entre producteurs de la Communauté.

Les règles prévues ne sont pas identiques pour tous ces marchés. Elles s'adaptent aux conditions particulières de production et de commercialisation de chaque produit.

#### ● Octobre 1961

Le Parlement européen réserve un accueil positif à ces propositions.

## ● Le premier marathon agricole

#### ● 14 janvier 1962

**Premier Marathon agricole.** — En liaison avec le passage du Marché commun à la seconde étape, le Conseil adopte les six premiers grands règlements agricoles (céréales, viandes de porc, viandes de volaille, œufs, fruits et légumes, vin). Il adopte également le règlement fondamental sur le financement de la politique agricole commune. Ce règlement prévoit une double action financière de la Communauté, en faveur des produits d'une part, et en faveur des structures de l'autre. Il prévoit la progressivité de la prise en charge des dépenses qui doit conduire à une prise en charge intégrale à l'issue de la période de transition (à la fin de 1969). Il règle également la répartition des contributions des Etats membres pour l'alimentation du Fonds agricole jusqu'au 30 juin 1965. Ces contributions sont progressivement calculées au prorata des importations agricoles en provenance des pays tiers.

#### ● Premier semestre 1962

Le Conseil procède à un immense travail de mise au point des nombreux règlements d'application nécessaires à la mise en œuvre des règlements de base adoptés en janvier 1962. Ces règlements de base peuvent ainsi entrer en vigueur avec un mois seulement de retard (soit le 30 juillet 1962) malgré de multiples difficultés techniques.

#### ● 24 octobre 1962

Devant les progrès de la Com-



M. Luns : ministre des Affaires étrangères lors le débat sur l'entrée de la Grande

## ● Le plan Mansholt sur le prix de

#### ● Novembre 1963

La Commission propose le Plan Mansholt : devant les difficultés que soulève le rapprochement progressif des prix pour les céréales, la Commission propose de parvenir en une seule étape à un niveau commun de prix des céréales (425 DM par tonne, soit 524 F 56 pour le blé tendre à Duisbourg).

Ce prix commun entraînerait également l'unification des marchés pour les produits dérivés (viande de porc, viande de volaille, œufs). Ainsi seraient réalisées les conditions d'un marché unique à l'intérieur de la Communauté pour les céréales et les produits dérivés. Pour compenser les pertes de revenu qui en résulteraient pour certains agri-



Une séance du Marché commun à Bruxelles

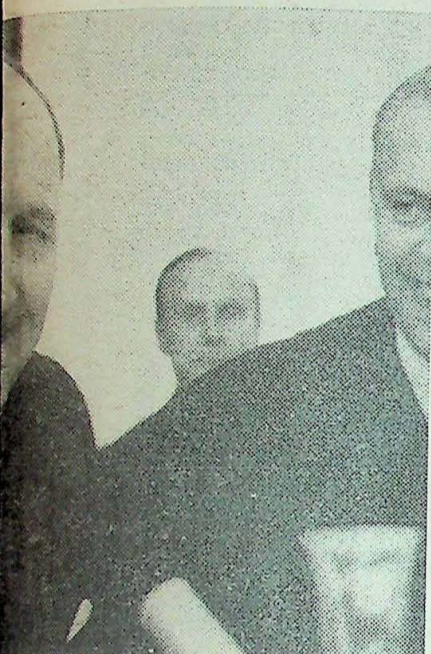


# N AGRICOLE

les menées dans les différents Etats membres, afin de parvenir à une plus grande efficacité dans ce domaine au niveau communautaire.

## ● Juillet 1963

Etablissant son programme de travail, le Conseil décide d'arrêter les règlements concernant les produits laitiers, la viande de bœuf et le riz pour la fin de l'année 1963.



(Photo A.D.P.)

ères hollandais. Opposé à la France et à la Grande-Bretagne dans le Marché commun.

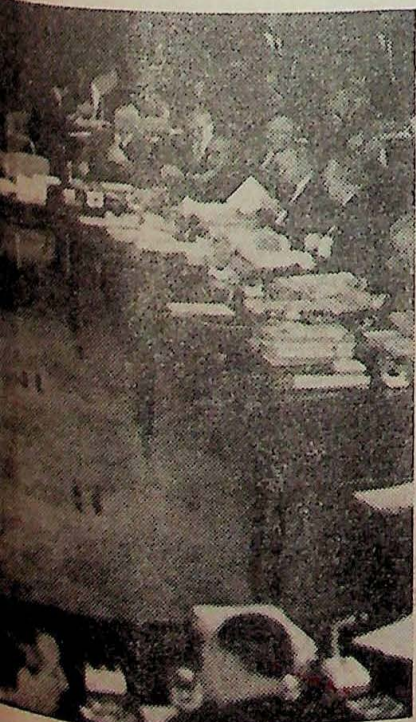
## ● Mars 1964

### Le règlement des céréales

Les agriculteurs de la Communauté (Allemagne, Italie, Luxembourg), des compensations financières dégressives et communautaires sont prévues.

## ● 23 décembre 1963

Fin du deuxième Marathon agricole. — Le Conseil arrête trois nouveaux grands règlements concernant la viande de bœuf, les produits laitiers et le riz. Il fixe dans une résolution les grandes lignes d'une politique commune dans le secteur des matières grasses et prévoit déjà certaines modalités du financement de cette politique commune par l'instauration d'une taxe sur la margarine. Au cours de ce Marathon, le Conseil complète éga-



(Photo A.D.P.)

ment les dispositions pour le financement du Fonds européen d'Orientation et de Garantie.

Enfin, le Conseil arrête les lignes directrices de la position de la Communauté en matière industrielle et agricole pour le « Kennedy Round ».

## ● Mars 1964

La Commission transmet au Conseil une proposition de règlement concernant l'établissement d'une organisation commune des marchés dans le secteur du sucre.

## ● Avril 1964

Le Conseil procède à une première discussion du Plan Mansholt.

## ● Mai 1964

La Commission transmet au Conseil une proposition amendée du Plan Mansholt qui tient compte des premières discussions intervenues.

## ● Septembre et novembre 1964

Le règlement concernant l'organisation commune du marché du riz d'une part, et les règlements concernant le secteur des produits laitiers et le secteur de la viande bovine de l'autre, entrent en vigueur une fois achevée la mise au point des nombreux règlements d'application. Désormais, neuf organisations communes de marché sont entrées en vigueur, qui représentent environ 85 p. 100 de la production agricole de la Communauté.

## ● Décembre 1964

La Commission transmet au Conseil ses propositions concernant l'organisation du marché des matières grasses.

## ● 15 décembre 1964

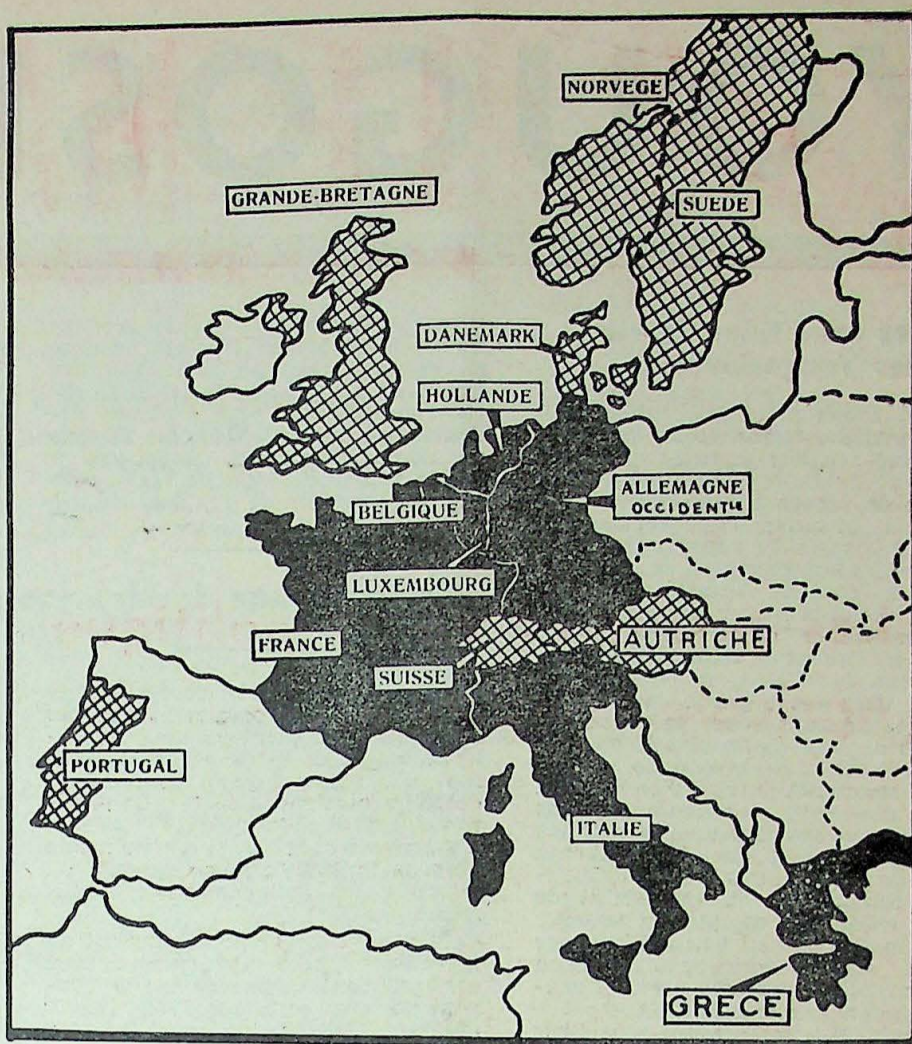
Troisième grand Marathon agricole. — Le Conseil, à l'issue de difficiles discussions, décide un niveau commun des prix des céréales à appliquer à partir du 1er juillet 1967.

L'Allemagne, l'Italie et le Luxembourg acceptent de baisser certains de leurs prix, la France de les relever. Les problèmes économiques et sociaux soulevés par cette grave décision ont pu être en définitive surmontés, ouvrant ainsi la voie à la réalisation accélérée d'un Marché commun complet dans le secteur agricole. D'ores et déjà, avec la fixation du niveau des prix communs pour les céréales, est décidée la libre circulation des produits, non seulement pour les céréales, mais aussi pour la viande de porc, les œufs et les volailles.

La Communauté finance les mesures compensatoires pour les pertes de revenus des agriculteurs allemands, italiens et luxembourgeois. La réalisation accélérée du Marché commun entraîne la prise en charge complète des dépenses par le F.E.O.G.A. pour les produits concernés à partir du 1er juillet 1967 (coûts des exportations, soutien des cours sur le marché).

Le Conseil décide en outre d'étendre le financement communautaire à l'organisation commune des fruits et légumes à compter du 1er janvier 1966, pour le blé dur à partir du 1er juillet 1967.

Le Conseil convient également d'assurer une meilleure protection au marché des fruits et légumes communautaires.



L'Europe communautaire (en noir).

## ● Le financement de la politique agricole commune

### ● 31 mars 1965

Conformément aux dispositions du règlement financier du 14 janvier 1962, à la demande du Conseil du 15 décembre 1964, la Commission transmet au Conseil des propositions concernant le financement de la politique agricole commune après la date du 30 juin 1965.

Dans l'hypothèse d'une réalisation accélérée du Traité de Rome, et en se fondant tant sur la demande de certains Etats membres que du Parlement européen et sur les dis-



(Photo A.D.P.)

M. Mansholt : un pionnier !

positions du Traité, la proposition de la Commission prévoit, outre les conditions du financement des dépenses agricoles par le F.E.O.G.A. à partir du 30 juin 1965, la prise en charge intégrale de ces dépenses à compter de 1967 et leur financement par les prélèvements agricoles et par les autres recettes douanières. Des modifications institutionnelles concernant les pouvoirs budgétaires du Parlement européen sont également proposées à cette occasion.

### ● Mai 1965

Le Conseil adopte le règlement renforçant la préférence dont jouissent les fruits et légumes commu-

nautaires sur les marchés de la Communauté.

### ● 15-30 juin 1965

Le Conseil tente de parvenir à un accord sur le financement de la politique agricole commune et les problèmes qui y sont liés (calendrier pour les produits des autres travaux agricoles, problèmes concernant le développement de la Communauté dans d'autres secteurs, problèmes institutionnels). La crise éclate le matin du 1er juillet.

### ● Juillet 1965

La Commission, compte tenu des discussions du Conseil des 15 et 30 juin, adresse aux six gouvernements un mémorandum suggérant les bases d'un compromis.

## Vient de paraître

### L'INTEGRATION AGRICOLE DE L'EUROPE DES SIX

par Yves MALGRAIN

Editions CUIJAS. 224 pages

Préfacé par Edgard Pisani, ce livre fait l'historique, dresse le bilan et dégage les perspectives de la politique agricole commune pour ce qu'il est convenu d'appeler la « Petite Europe ».

L'auteur, expert au commissariat au Plan pour les questions de politique agricole commune, se demande, en conclusion, si la conception libérale qui a caractérisé l'élaboration du Marché commun agricole n'est pas déjà dépassée et indique qu'en tout état de cause, le contrôle démocratique de l'intégration européenne suppose la naissance d'une Europe politique sans laquelle une telle construction ne dépendrait que d'une technocratie irresponsable.

Ouvrage intéressant qui, hélas ! contrairement à ce qu'indique la post-face, ne peut être recommandé au grand public, tant sa conception est éloignée de la vulgarisation.

G. C.



# YOUGOSLAVIE 65

## ● Les conditions de vie des Yougoslaves

Nous avons précédemment analysé la nouvelle réforme économique qui m'a été commentée avec précision par Jozé Zakonjsek, directeur économique de l'Institut fédéral de Planification. Or un système économique se juge d'après les conditions de vie qu'il introduit chez les citoyens : il convient donc de déterminer les effets de celui-ci sur les Yougoslaves.

Pour traiter ce problème, il ne s'agit nullement de tenir compte uniquement de salaires moyens, car la façon dont est répartie la richesse importe autant que le montant moyen de celle-ci. De plus, il est difficile d'évaluer le niveau de vie des pays socialistes comparativement à ceux des pays occidentaux, étant donné que de nombreuses prestations sont gratuites et que de nombreux services sont assurés par la collectivité. Néanmoins, on est obligé de juger en tenant compte, en premier lieu, du revenu net, quitte à corriger ensuite cette première impression en estimant la portée des services rendus en dehors même du salaire.

Depuis 1961, les salaires sont fixés par les conseils ouvriers en fonction des pertes et profits de l'entreprise, une part du chiffre d'affaires étant réservée au fonds d'investissements et aux dépenses de gestion et le reste étant réparti entre le fonds de l'entreprise et le revenu personnel net des ouvriers. Le revenu de chacun est fixé en tenant compte de certains coefficients relatifs au niveau d'éducation, à l'habileté, au degré de commandement, conditions de travail, etc. Cependant, il existe un minimum identique pour toutes les régions et toutes les entreprises, de manière à éviter les distorsions les plus criantes ; en 1964, ce minimum était de 15.000 dinars (= 100 F) (1) par mois, le salaire moyen en Yougoslavie s'élevant à 35.000 dinars (= 240 F).

Au sein même d'une entreprise (2), l'éventail des salaires est de 1 à 4, les usines les plus modernes payant leurs ouvriers non qualifiés 25.000 dinars (170 F) et leurs ingénieurs les plus gradés 100.000 dinars (650 F). Un haut fonctionnaire de l'administration pourra même toucher 150.000 dinars (1.000 F) par mois, les états-majors dans la fonction publique étant généralement mieux rémunérés que dans le secteur productif. Dans ce dernier, l'industrie, le commerce et surtout les transports jouissent d'un régime préférentiel par rapport à l'agriculture et à l'artisanat qui font un peu figure de parents pauvres (en 1964, le salaire moyen dans l'industrie était de 25 % supérieur à celui de l'agriculture).

D'une région à l'autre, les distorsions sont également assez accentuées, le revenu moyen du Slovène (le plus élevé) étant près de deux fois plus élevé que celui du Macédonien (le plus faible), la situation dans le Kosmet de Kossovo-Metohie étant encore plus mauvaise. Cependant, il faut tenir compte, d'une part, du retard accumulé avant guerre par les régions défavorisées et, d'autre part, des conditions géographiques qui ne peuvent que naturellement pousser à ces disparités. Nous avons vu précédemment comment l'Etat fédéral avait lutté contre celles-ci et l'on ne peut pas dire que le résultat soit négligeable.

Au point de vue éducatif, il est exact que l'analphabétisme a prati-

quement disparu des jeunes générations ; cette affirmation est prouvée au voyageur français par le fait que les enfants des villages les plus reculés connaissent tous quelques rudiments de français dans les régions où notre langue est obligatoire à l'école primaire (dans les régions du sud, en souvenir de l'expédition des

## Un reportage de Maurice Combes et Yves Durrieu

Dardanelles de 1916) et les statistiques officielles paraissent exactes lorsqu'elles indiquent un taux de scolarisation de 97 % (la région de Kossovo n'atteignant qu'un pourcentage de fréquentation de 85 %). La différence est donc frappante entre la Yougoslavie et la Turquie, type même du pays capitaliste sous-développé où le taux de scolarisation n'atteint même pas 50 %.

Au niveau secondaire et surtout au niveau des études supérieures, l'effort est également spectaculaire ; la Yougoslavie comptait, en 1964, 160.000 étudiants (100.000 en facultés, 6.000 dans les hautes écoles et 53.000 dans les écoles supérieures) ; le nombre des étudiants s'est multiplié par 10 depuis 1939 et atteint un taux de 85 p. 10.000 habitants, soit un tiers de plus que la France (62 p. 10.000) et un tiers de plus également que la Pologne, la Roumanie, la Hongrie et l'Allemagne de l'Est. Seuls dans les pays de l'Est, l'U.R.S.S., la Tchécoslovaquie et la Bulgarie ont des taux plus élevés, les pourcentages étant plus forts également dans certains pays occidentaux (U.S.A., Pays-Bas, Canada) et identiques au Japon ou en Australie.

Le système des bourses est assez largement diffusé et devrait permettre une égalisation des chances devant l'éducation si elles étaient justement réparties ; or Tito lui-même déclarait en décembre dernier au VIII<sup>e</sup> congrès de la Ligue des Communistes : « On assiste au sein de notre jeunesse à des différenciations toujours fréquentes et plus larges entre les jeunes intellectuels et les jeunes ouvriers... Le nombre des bourses allouées aux jeunes issus de familles d'ouvriers est très faible. Il est plus élevé pour les jeunes de familles d'employés. C'est là un phénomène négatif car ce sont en majorité les enfants des intellectuels et les jeunes dont les parents sont en mesure de pourvoir à leurs études supérieures parce qu'ils perçoivent des gains élevés et qu'ils peuvent s'instruire dans les écoles supérieures. »

Outre l'enseignement, un gros effort a été également réalisé dans le domaine de la santé. D'abord, l'équipement hospitalier a été accru et modernisé ; toutes les villes ayant environ vingt mille habitants ont leur hôpital et des ambulances stationnent dans chaque commune rurale (à côté d'un poste d'infirmière) pour transporter dans les meilleurs délais les malades à l'hôpital. Le nombre des médecins yougoslaves est relativement élevé (3 pour 10.000 habitants, contre 11 en France, 14 aux Etats-Unis et 20 en U.R.S.S.), mais c'est surtout la réglementation de la Sécurité sociale qui permet de mesurer le service rendu en matière de santé.

Tous les Yougoslaves ont droit à

l'assurance-maladie qui couvre le montant intégral des visites médicales, des médicaments et des frais d'hospitalisation. De plus, le système des cures y est très développé, et la visite des stations thermales est étonnante à ce sujet : on y rencontre, dans les mêmes hôtels, des personnes de toutes les conditions sociales, les

frais de cure et 50 à 80 % des frais de pension réelle étant pris en compte par la Sécurité sociale.

Il faut ajouter que, pendant sa maladie, l'assuré social bénéficie de l'intégralité de son salaire au bout de deux mois (80 à 90 % pendant les deux premiers mois). De plus, les avantages en matière d'assurance-invalidité sont également très larges, de même que ceux résultant de l'assurance-vieillesse. Celle-ci, remaniée au 1<sup>er</sup> janvier 1965, permet au retraité, après 40 ans d'activité et 60 ans d'âge, de toucher 85 % du salaire moyen de ses cinq dernières années de vie professionnelle, la réduction étant de 2,5 % par année de retraite prématurée. Un système de revalorisation automatique des retraites est également prévu en cas de hausse des prix et du niveau de vie moyen. Ce système de retraite est non seulement applicable aux ouvriers (de tous secteurs) et employés, mais aussi aux professions libérales et aux artisans indépendants.

Les conditions de retraite sont encore moins strictes pour les femmes qui en bénéficient au bout de 35 ans d'activité et à 55 ans d'âge. De plus, celles-ci ont droit à trois mois et demi de congé de maternité et jusqu'à ce que leurs enfants aient six ans, elles peuvent ne travailler en cas de faiblesse physique que quatre heures par jour, tout en percevant l'intégralité de leur salaire et elles sont exemptées de leur travail lorsqu'un enfant est malade. Si l'on ajoute qu'un effort tout particulier a été réalisé en faveur des crèches, on constate que les conditions de travail des femmes sont favorables, ce dont il résulte que plus de 30 % des emplois sont occupés par elles.

Bien entendu, les salaires sont égaux à ceux des hommes, à qualification égale, et le niveau d'instruction générale et professionnelle s'améliore progressivement (plus de 45 % de femmes dans les écoles professionnelles et 30 % à l'Université). Néanmoins, il y a plus d'analphabètes chez les femmes que chez les hommes et à l'Université ouvrière Mosla-Pijade de Zagreb, il nous a été rapporté que les femmes mettaient généralement peu d'empressement à étudier en dehors de leurs heures de travail. Cependant, l'avortement est officiellement pratiqué dans les cas sociaux, mais ce n'est là qu'un pis-aller. Le remède à une natalité excessive réside dans le planning familial encouragé par les autorités.

Donc, avec le travail de la femme, la majorité des ménages perçoivent deux salaires (auxquels il faut ajouter les allocations familiales) et le niveau de vie est plus élevé que ne le traduirait l'énoncé du seul salaire moyen, la politique de sécurité sociale et celle de l'enseignement contribuant également à améliorer la si-

tuation. Nous ajouterons que de nombreux travailleurs profitent de la journée continue (de 7 h. à 14 h.) pour exercer un emploi occulte ; le travail noir est, en effet, très développé dans ce pays et permet souvent d'empocher la valeur d'un second ou troisième salaire (si la femme travaille). Bien entendu, il n'existe pas de statistiques à ce sujet, mais j'ai rencontré de nombreux travailleurs qui se livraient à ce genre d'activité... plutôt contraire à l'idéal socialiste.

Si l'on aborde la politique du logement suivie jusqu' alors, on s'aperçoit qu'elle est favorable aux travailleurs puisque les loyers sont nettement inférieurs au coût d'amortissement des immeubles. Il est vrai qu'une révision est en cours actuellement et que le prix des locations doit être sensiblement relevé (on ignore encore de combien). Un effort sérieux a été réalisé depuis quelques années dans la construction, la pénurie de logements étant tragique dans les villes. Actuellement, le rythme annuel est de 120.000 logements et il est prévu de le porter à 200.000 au cours des prochaines années. Certaines opérations spectaculaires sont en cours dans les principales villes, dont les plus remarquables sont la reconstruction de Skoplje et la création de Novi-Beograd.

J'ai passé deux heures avec le directeur technique de l'Institut urbanistique de Belgrade, M. Jovanovic, qui m'a mis au courant de l'ensemble du projet portant sur le logement de plus de 200.000 personnes ; actuellement Novi-Beograd compte déjà 100.000 habitants répartis en « micro-carrés » de vingt hectares chacun, groupant 6.000 à 8.000 personnes ; ces « micro-carrés » sont des unités indépendantes ayant leurs propres équipements collectifs, des zones spéciales étant, en outre, réservées à la récréation des habitants (lac artificiel, hôtel, parc d'attractions) et aux gros équipements administratifs et culturels ; les espaces verts occupent... 70 % de la surface totale, l'absence de spéculation foncière permettant de voir grand dans ce domaine.

En conclusion de ce bilan sur la condition économique et sociale des Yougoslaves, on peut dire que le niveau de vie s'est fortement amélioré depuis vingt ans, qu'il est supérieur à celui de nombreux pays en voie de développement, surtout si l'on intègre dans le revenu du ménage le salaire féminin, la Sécurité sociale, les avantages résultant de la politique du logement et de celle de l'enseignement, plus le travail noir. Il n'est que de constater le nombre important de magasins dans les grandes villes et le taux de fréquentation élevé de ces magasins.

Cependant, ce niveau de vie est encore très loin de rejoindre celui des pays occidentaux avancés (Grande-Bretagne, France, Italie du Nord), certaines régions (la Slovénie, en particulier) donnant cependant l'impression de vivre aussi bien que celles d'Europe occidentale.

On est cependant frappé par les distorsions régionales résultant, bien entendu, de causes géographiques et historiques, que l'on n'a pas encore pu effacer, malgré un méritoire effort, depuis huit ans ; en particulier, le luxe réel dont bénéficie une ville comme Belgrade contraste avec les conditions de vie moins bonnes que l'on trouve à deux cents kilomètres de là (à Sarajevo ou à Nich, par exemple), sans parler de certaines zones rurales qui semblent parfois très misérables.

## ● Une politique étrangère de non-engagement

La Yougoslavie nouvelle n'a pas seulement attiré l'attention du monde par l'originalité de son système économique et social, par ses réalisations intérieures ; son prestige vient avant tout de la position qu'elle occupe depuis 1948 sur l'échiquier in-

(1) Nous avons tenu compte dans nos calculs de l'équivalence entre dinars et francs du taux de change existant avant la dévaluation du dinar de juillet dernier, car actuellement la politique des salaires n'est pas encore arrêtée et le point n'a pas encore été fait de l'incidence sur les salaires de cette dévaluation.

(2) Exemple : les Etablissements Bagat, de Zadar, construisant du matériel mécanique, que nous avons visités.



L'édifice du Conseil exécutif fédéral à Novi Geograd.

(Archives - T. S.)



ternational. A cet égard, sa résistance aux prétentions hégémoniques de Staline lui a valu beaucoup de sympathies. Sans doute, les Yougoslaves n'ont pu tenir tête à l'U.R.S.S. qu'en s'appuyant sur les U.S.A., mais ils y sont parvenus sans sacrifier les bases de leur système socialiste, ce qui pour un petit pays était une manière de tour de force.

Tout comme dans le domaine intérieur, la Yougoslavie s'est attachée sur le plan international à suivre une voie originale. Ayant rompu avec le bloc des puissances du pacte de Varsovie, elle s'est refusée à rejoindre l'autre bloc. D'où son rapprochement avec les pays du tiers monde, avec les Etats non alignés.

Après la conférence de Bandoeng qui groupait, en 1955, les pays afro-asiatiques, la conférence de Belgrade réunie en 1961 a témoigné de l'apparition de ces pays sur la scène internationale et de leur volonté de non-engagement. Et, au nom de ces mêmes principes, la Yougoslavie de Tito a été un des promoteurs de la conférence du Caire, consacrée en 1962 à l'examen des problèmes économiques des pays en voie de développement.

Cependant la politique étrangère yougoslave ne s'identifie pas à un neutralisme abstrait ; se réclamant de la coexistence pacifique, elle vise au développement de bons rapports aussi bien avec l'Est qu'avec l'Ouest. Comme ses amis du tiers monde, la Yougoslavie attache une grande importance aux activités de l'O.N.U. auxquelles il est fait référence dans la Constitution yougoslave.

Mais si les Yougoslaves considèrent que les Nations Unies jouent un rôle positif pour le maintien de la paix, ils insistent également sur l'appui qu'elle doit apporter aux peuples encore dépendants. En reconnaissant le droit pour les peuples dépendants de recourir à la force contre leurs oppresseurs, les Yougoslaves se rapprochent du léninisme classique ; on sait d'ailleurs l'aide qu'ils ont fournie à la révolution algérienne.

Ces principes généraux étant définis, quels sont actuellement les éléments essentiels de la politique extérieure yougoslave ?

Nous avons eu l'occasion d'interroger à ce sujet, en juillet dernier, Dakovic, responsable du comité des Affaires étrangères de l'Assemblée fédérale.

Tout d'abord, en ce qui concerne les rapports avec la France, notre interlocuteur a souligné qu'ils étaient excellents et a fait un éloge de la politique gaulliste (éloge que l'on peut entendre dans tous les pays de l'Est).

Le député du Conseil fédéral a notamment fait remarquer que l'on appréciait à Belgrade l'opposition de de Gaulle à la possession par l'Allemagne fédérale d'armes atomiques. Par contre, à la différence de la France gaulliste, la Yougoslavie reconnaît la R.D.A. avec laquelle les relations économiques se développent.

Interrogé sur les rapports de la Yougoslavie avec la Chine et avec son alliée l'Albanie, notre interlocuteur a reconnu qu'ils étaient mauvais (même si les relations diplomatiques ne sont pas rompues). Il a déploré la violence de la propagande antiyougoslave et a affirmé que les Chinois reprenaient les prétentions de Staline à la domination du mouvement communiste international.

Que peut-on dire encore de la politique étrangère yougoslave ? « L'intervention étrangère » au Vietnam a été condamnée avec modération. Au moment du conflit indo-pakistanaï, Tito a lancé avec Nasser un appel au cessez-le-feu mais le soutien apporté par les Chinois au Pakistan a eu pour effet de rapprocher les Yougoslaves de la position indienne. En témoigne l'accueil chaleureux réservé à Belgrade au président Radhakrishnan.

A noter aussi la normalisation des relations avec le Vietnam. La presse yougoslave a rendu hommage au Pape à l'occasion de sa visite à l'O.N.U.

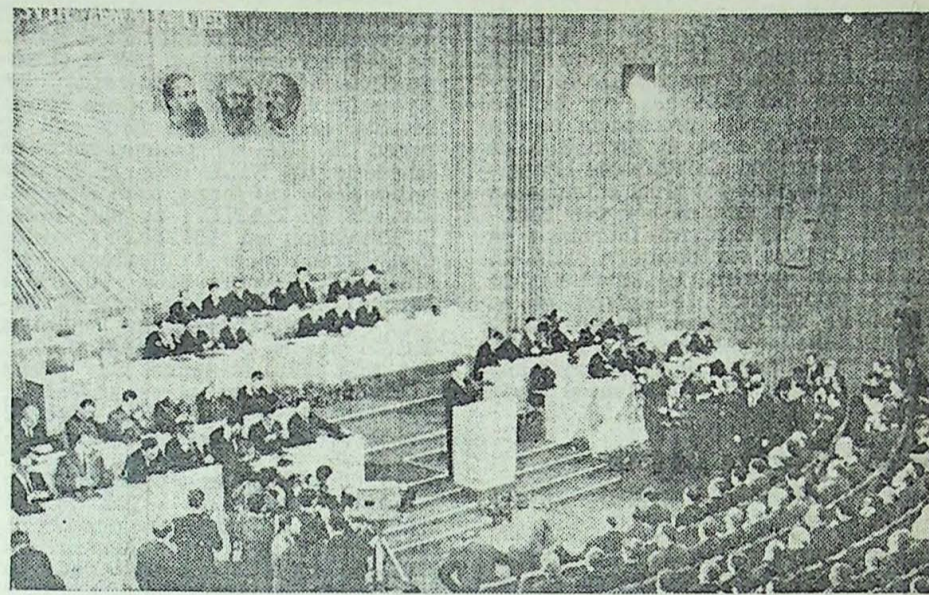
En conclusion, la politique étrangère yougoslave demeure celle d'un pays non engagé, mais en mettant l'accent sur la coexistence pacifique et le rôle de l'O.N.U., elle se rapproche de l'actuelle politique soviétique dont Belgrade oppose la sagesse aux « provocations » chinoises.

## ● Un précurseur du « polycentrisme »

Ce n'est pas un hasard si les communistes yougoslaves ont été les premiers à s'emanciper de la tutelle de Moscou. A la différence de leurs camarades des autres pays de l'Est, ils avaient joué un rôle prédominant dans la résistance. La grande affiche nazie mettant à prix la tête de Tito — que nous avons vue au musée de Sarajevo — revêt à cet égard une valeur symbolique.

Même si le rôle de l'Armée rouge dans la libération de la Yougoslavie a été loin d'être négligeable, le régime communiste en Yougoslavie est apparu moins comme un article d'importation que comme le produit d'une authentique révolution intérieure. Il n'est pas sans intérêt de noter à ce sujet qu'au temps du Kominform les Yougoslaves reprochaient aux communistes français leur opportunisme. « Ils auraient dû mener la lutte de façon à pouvoir faire avec de Gaulle ce que nous avons fait avec Mihailovitch... » a pu dire Tito (3). Les conditions étaient évidemment différentes.

Sans doute, dans les années d'après-guerre, les Yougoslaves se sont inspirés des méthodes stalinienne et encore aujourd'hui ils justifient les contraintes d'alors par la nécessité de défendre les conquêtes du socialisme et par les exigences de la reconstruc-



La maison des syndicats à Belgrade au cours d'une séance.

tion économique. Mais Tito ne fut-il pas un précurseur du « polycentrisme » cher à Togliatti ? En effet, le grand leader italien n'eût pas désavoué cette affirmation de celui qui l'avait précédé sur la voie de l'indépendance : « La croissance des forces du socialisme dans le monde, la diversité des formes actuelles sous lesquelles elles se manifestent, et la complexité des contradictions dont elles émanent, ont rendu nocive l'existence d'un centre quelconque pour toutes les actions et pour toute l'activité du mouvement ouvrier international. »

## ● Les Yougoslaves et les libertés

Aussi bien, en se libéralisant, en se démocratisant, le régime yougoslave n'a pas abouti à l'instauration d'une démocratie de type occidental. Mais, outre que ce système fonctionne souvent fort mal — on le voit bien en France — où a-t-on vu qu'il convenait aux pays en voie de développement qui connaissent généralement des formes plus ou moins avancées de dictature ? Que valent nos libertés formelles pour des populations misérables et incultes comme l'étaient en grande partie celles de la Yougoslavie d'avant guerre ?

Du point de vue matériel et du point de vue de l'éducation — c'est-à-dire en ce qui concerne les conditions d'une liberté et d'une égalité plus réelles — le bilan du socialisme yougoslave, ainsi qu'on l'a déjà souligné, est incontestablement positif. Positive également est la solution que le régime a apportée au problème des nationalités, à leur épanouissement dans un cadre fédéral, ce qui ne veut pas dire qu'il ne subsiste pas, même chez les communistes, des tendances au chauvinisme et au centralisme bureaucratique.

Quant au système d'autogestion, il est évidemment conforme à l'esprit du socialisme original. Même si les animateurs — communistes ou non — ne sont qu'une minorité, on ne peut que saluer cette tentative d'instaurer une démocratie à la base.

Il faut souligner à ce sujet l'intérêt que montrent pour cette expérience les délégations soviétiques qui visitent la Yougoslavie. Les Russes, qui commencent à se soucier de l'autonomie des entreprises, adopteront-ils un jour l'autogestion ? La démocratisation des pays de l'Est ne passe-t-elle pas par cette voie plutôt que par la création d'un parti d'opposition, comme le réclamait Milovan Djilas, l'ancien compagnon de Tito (encore emprisonné) ?

Et puisqu'on aborde ici le domaine des libertés individuelles, il faut affirmer qu'on parle assez librement en Yougoslavie et que les citoyens du

pays ne se privent pas de critiquer le régime. Il n'y a pas, embusqué derrière chaque buisson, cet essaim de policiers que voudrait voir une certaine opposition bourgeoise. Nous ajouterons qu'il n'existe aucun contrôle du courrier et que n'importe quel journal peut être introduit en Yougoslavie (même *Arriba*, m'a-t-on précisé) et que personne ne se gêne pour dire tout haut ce qu'il pense.

On peut certes critiquer un certain « culte de la personnalité » de Tito dont le portrait se trouve partout (on en compte au moins trois versions). Il faut malgré tout reconnaître qu'on ne trouve pas trace en Yougoslavie de cette propagande obsessionnelle qui sévit par exemple en Allemagne de l'Est.

On peut estimer encore que le choix offert aux électeurs, sur le plan politique, est assez limité, le nombre des

ne paraît pas s'être reformée, malgré les prédictions de Djilas. Il existe généralement un climat de *camaraderie sincère* et bon-enfant entre citoyens, qu'on retrouve tant dans la rue que dans le magasin et dans l'usine.

## ● Avenir de l'expérience yougoslave ?

La Yougoslavie se trouve actuellement à une croisée des chemins qui l'oblige à un choix politique primordial pour son avenir. Ou bien elle réussira son expérience de décentralisation des décisions dans le cadre de l'économie socialisée, ou bien elle retournera à une centralisation plus accentuée, ou bien encore elle « dépassera le socialisme » et acceptera une forme plus ou moins nette de capitalisme.

En faveur de cette dernière solution, il est possible de détecter un certain nombre d'indices. D'abord, j'ai été consterné par l'influence et l'attrait qu'exercent les Américains sur les habitants mêmes de ce pays. L'efficacité des Américains, leur richesse sont passés chez les Yougoslaves à l'état de mythe puissant, qui risque d'influencer leur politique étrangère, d'autant plus que les Russes ne jouissent dans le peuple d'aucune espèce de popularité.

D'autre part, l'introduction du profit comme moteur essentiel de l'économie a pour conséquence que les Yougoslaves sont de plus en plus intéressés à l'argent et à leur revenu individuel, étant en même temps incités à dépenser davantage.

Cette constatation ne serait pas grave si l'on ne pouvait pas en conclure que la notion d'intérêt personnel étant remise en honneur, la solidarité et l'égalitarisme risquent de disparaître progressivement. Une morale basée sur le « chacun pour soi » se situe évidemment à l'opposé de tous les concepts socialistes et peut être à l'origine de la création d'un nouveau cloisonnement social... que l'on sent peut-être renaître en filigrane chez certains milieux aisés de Belgrade.

Bien entendu, il est difficile de savoir si c'est l'attraction des Yougoslaves pour la société de consommation qui a poussé aux reprises favorables au profit, ou si au contraire ce sont ces reprises qui ont influencé le caractère des Yougoslaves. Il est probable qu'en réalité, les travailleurs, poussés par leur penchant pour la « débrouillardise », souhaitent ce genre de réformes, et que celles-ci ont elles-mêmes favorisé cet individualisme. Il n'en est pas moins certain que cette orientation est contraire à l'objectif socialiste qui visait à créer une moralité différente de celle rencontrée en régime capitaliste.

Faut-il en conclure que le schéma socialiste était irréaliste, ou bien que les Yougoslaves risquent de s'en écarter par mesure de facilité ? C'est là la grande question qui se pose, non seulement à propos de ce pays, mais aussi à propos de l'U.R.S.S. et des autres démocraties populaires, et qui divise les commentateurs du socialisme. Tout ce que nous avançons, c'est que la Yougoslavie va plus loin que les autres pays socialistes dans cette voie, et donc que les dangers d'une désocialisation pourraient y paraître plus proches.

Mais les Yougoslaves ont construit un rempart qui doit les sauver de cette issue fatale, ce sont leurs *institutions sociales décentralisées*, le conseil ouvrier et la commune, qui s'implantent partout de la façon la plus solide et qui présentent le double avantage de favoriser la solidarité au sein de l'entreprise et de l'agglomération et de sauvegarder la *propriété collective des biens de production*. Tant que cette dernière subsiste, on est en régime socialiste ; d'ailleurs, les Soviétiques eux-mêmes, quand ils avaient institué la N.E.P., étaient allés encore beaucoup plus loin que les Yougoslaves dans l'introduction du principe libéral en économie socialiste, et pourtant le socialisme n'est pas mort. L'histoire du mouvement marxiste, avec toute l'histoire, est faite de flux et de reflux, et c'est de ces tendances contradictoires qu'émerge une évolution globale permettant la progression du socialisme.

Nous souhaitons que ce pays puisse vaincre ses difficultés économiques actuelles et que les innovations politiques, économiques et sociales qu'il a introduites soient préservées dans le cadre socialiste, non seulement parce que nous sommes attachés au principe socialiste, mais aussi parce que nous aimons la Yougoslavie qui fut notre seul espoir pendant les noires années de 1948-54 et qui symbolise encore maintenant le neutralisme.

FIN

(3) Cité par Louis Dalmas : « Le communisme yougoslave » (1950).



# RHODÉSIE

## Une échéance

En 1965, contre l'avis de l'opinion mondiale, 245.000 Blancs entendent s'imposer à quatre millions d'Africains en Rhodésie du Sud, colonie autonome britannique. Ceci en prenant unilatéralement une indépendance qui équivaut à une sécession afin d'empêcher une représentation équitable de la population noire. Comment expliquer cette situation qui menace et vers quoi peut dégénérer un conflit dont l'aggravation s'accélère après avoir couvé durant de longues années ?

L'histoire de la Rhodésie du Sud est inséparable de celle qui concerne le Nyassaland et la Rhodésie du Nord. De 1953 à 1961, les trois colonies appartiennent à une « Fédération de l'Afrique centrale ». Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, elles connaissent la marche d'une colonisation partie d'Afrique du Sud et encadrée par la domination portugaise en Angola et au Mozambique. Très peu d'Européens au Nyassaland et au Nord, nettement moins bien pourvus naturellement que le voisin du Nord, ce qui explique une indépendance beaucoup plus rapide pour des Africains qui allaient former le Malawi et la Zambie. Dans un premier temps, la ségrégation économique se manifeste dans la répartition des terres et dans l'organisation agricole; ensuite, le développement industriel ne notamment de la présence du cuivre, le « Copperbelt » à la frontière katangaise de la Rhodésie du Nord, secrètera un prolétariat industriel africain (surtout au sud, lieu de transit vers l'océan Indien) voué à être la main-d'œuvre exploitée d'une minorité blanche. Une démographie importante aboutit au phénomène classique de la paupérisation économique, qu'accompagne la prise de conscience nationaliste. La Fédération, fondée sur le principe de l'« amalgame », sera tentée pour essayer de régler, au profit des Blancs, le conflit des communautés, à une échelle plus vaste et avec une autonomie plus nette vis-à-vis de Londres. La tentative échouera, et, en Rhodésie du Sud, rien ne sera réglé.

### Rhodésie du Sud : la ségrégation est d'abord économique

L'autorité sur les Africains releva, au départ, exclusivement d'une compagnie d'exploitation, la B.S.A. (British South Africa Cie); le peuplement européen progressif fit passer aux colons qui s'installaient et prenaient le relais de la compagnie. Le gouvernement de Londres aurait voulu préserver la faim de terres des Africains, mais il ne fut pas suivi dans les faits et on aboutit au système des réserves pour les Noirs, alors que les terres fertiles ne relevaient que des Blancs. Cette ségrégation territoriale devait être consacrée par une répartition légale de la terre en fonction des critères raciaux; ce sera le « Land Apportionment Act » de 1930 (pratiquement 50 % revenaient aux Européens, un fonds était constitué pour permettre les achats éventuels des Noirs). Mais l'augmentation rapide de la population africaine passant de 940.000 en 1927, à 1.260.000 en 1936 et à 3.110.000 en 1961, débouchait sur des conséquences catastrophiques : surpeuplement dans les réserves, dégradation des sols, baisse du niveau de vie (aujourd'hui la ségrégation de la terre se traduit par les chiffres suivants : 163 acres par Européen, contre 11 par Africain).

Cependant, vers ces mêmes années 1930, la structure sociale se modifiait sous l'effet du développement industriel et urbain. Il fallait donc pouvoir disposer de main-d'œuvre; elle sera africaine. Le principe de la ségrégation territoriale est de plus en plus abandonné, on accélère l'instauration de la propriété individuelle, sans tenir compte des difficultés que cela provoque pour les paysans africains attachés à la possession et à l'utilisation communautaires du sol (« Native Land Husbandry Act » de 1951). De cette manière se constitue un prolétariat industriel noir qui vient s'agglutiner dans les centres urbains. En outre, seule l'agriculture européenne était subventionnée par un gouvernement qui pratiquait la politique des offices. Période de poussée économique : la Rhodésie du Sud est surtout marquée par le développement d'industries secondaires et

une remarquable production agricole. Mais peut-on déduire que ces transformations économiques retentissent profondément sur le niveau de vie des masses africaines ? En 1949, une enquête de l'O.N.U. indique un revenu annuel de 31 dollars pour l'Africain et de 1.170 pour l'Européen (773 en Grande-Bretagne); en 1952, le revenu national net pour l'économie monétaire s'élève à 190 millions de livres, alors qu'il est de 49 millions pour l'économie de subsistance. On était donc loin d'une répartition harmonieuse des richesses; or ce fut précisément cette croissance économique qui favorisa la formation de la « Fédération de l'Afrique centrale » regroupant les trois colonies au profit de la domination des Européens. Le Nyassaland fournirait la main-d'œuvre excédentaire dans un pays très pauvre, la Rhodésie du Nord apporterait le cuivre, et la Rhodésie du Sud son infrastructure industrielle (notamment l'énergie électrique à partir de l'aménagement du Zambèze) et son potentiel agricole.

### La Fédération de l'Afrique centrale contre le nationalisme anglais

Les groupes de pression accentuent leur influence tant et si bien que la Fédération est mise sur pied en dehors de la participation des Africains. La Constitution fédérale du 14 juin 1953, délimite des compéten-



ces fédérales et territoriales, institue un « Conseil pour indigènes » qui ne pouvait être que sans effets : le système électoral censitaire éliminait la majorité des Africains de la direction des affaires. Cependant, la Fédération était minée par d'autres contradictions.

Economiquement, en effet, la croissance avait pour base une véritable monoproduction : le cuivre. D'où la vulnérabilité qui caractérise tous les systèmes dépendant de l'exploitation et de l'exportation d'un seul produit. La Fédération crut alors bon de s'armer d'une protection douanière très rigide, ce qui provoqua une vive hausse des prix, notamment sur les biens de consommation. Les masses africaines en furent les principales victimes et ainsi, parallèlement au développement économique, l'écart entre les deux secteurs, noir et blanc, ne cessait de croître. La paupérisation s'aggravait dans les zones rurales et, fait capital, les Africains vivant en économie monétaire n'accomplissaient pas des progrès susceptibles de compenser la stagnation de l'économie de subsistance (leurs salaires ne se sont pas accrus au rythme de la vie; un rapport officiel, en 1959, estimait que pour une cité où résidaient des Africains aisés, 35 % seulement avaient un revenu excédant le minimum vital et que, pour l'ensemble des cités africaines, 56 % ne l'atteignaient pas). Dans d'autres domaines : scolarité, santé, habitat les progrès étaient également insuffisants.

### La dissolution de la Fédération : vers l'indépendance africaine

On s'explique alors fort bien que la faiblesse de la promotion africaine débouche sur la volonté de conquête du pouvoir politique, à un moment où le mouvement d'émancipation des peuples colonisés embrase le tiers monde et l'Afrique en particulier.

De 1930 à 1940, de nombreuses associations d'indigènes voient le jour; la revendication porte sur une volonté d'intégration. Elle émane de quelques élites noires, notamment celles formées par les Missions, qui constitueront ensuite les cadres des mouvements nationalistes. Au Nyassaland, en 1944, le N.A.N.C. (Nyassa African National Congress), formé de petits planteurs de tabac et de coton, lance une vigoureuse action contre le projet de Fédération déjà à l'ordre du jour. Au Nord, en 1949, est fondée la puissante « Fédération des mineurs africains » (violentes grèves en 1952). Enfin, en Rhodésie du Sud, en 1951, tous les mouvements et groupements se fondront en une « Convention pan-africaine ». Ce sont elles qui s'opposeront vigoureusement, à partir de 1953, à l'acceptation par la Grande-Bretagne de la Fédération. Au Nyassaland, le leader Hastings Banda revient, en 1958, d'un long exil et prend la tête du mouvement; en Rhodésie du Nord, c'est la gauche nationaliste qui forme, avec Kenneth Kaunda, le Z.A.N.C.; au sud, après la dissolution, en 1954, de la Convention, Nkomo lance le Nouveau Congrès. En décembre 1960, s'ouvre à Londres une Conférence constitutionnelle qui sera capitale, tous les partis dissous par le gouvernement fédéral ont pris d'autres noms. Ces partis défendent tous les mêmes objectifs : transfert du pouvoir à la majorité africaine, gouvernement démocratique fondé sur le suffrage universel. Alors que le Premier fédéral, Sir Roy Welenski, déclare ne « pas vouloir remettre le pouvoir entre des mains non civilisées », le gouvernement britannique poursuit une voie moyenne pour sauver la Fédération. Le départ de trois leaders africains provoquera l'échec de la Conférence et forcera la solution dans les deux protectorats. Au Nyassaland, un régime représentatif sera reconnu et Hastings Banda élu (indépendance du 1<sup>er</sup> juillet 1964 sous le nom de Malawi); de même, en Rhodésie du Nord, un premier gouvernement africain est formé en décembre sous la présidence de K. Kaunda (l'indépendance sera obtenue en octobre 65, le nord devant la Zambie). La Fédération avait vécu; l'évolution suivant un chemin inverse en Rhodésie du Sud, devenue Rhodésie tout court.

### L'échéance : vers un bastion sudiste

A des masses africaines ayant pour objectif le pouvoir, le gouvernement offrirait « libre accès » aux piscines et aux cinémas, éliminant quelques autres mesures ségrégatives. Comme le dira M. Nkomo : « C'est au Parlement que nous voulons nager avec vous et non dans les piscines ». Des grèves furent déclenchées en vue de désorganiser la vie économique.

L'O.N.U. intervenait en 1962; un nouveau gouvernement blanc (Field) était formé, menaçant pour la première fois de proclamer unilatéralement l'indépendance. Le fossé s'approfondissait entre les communautés.

La stratégie ultra des colons blancs allait placer Londres dans une situation de plus en plus embarrassée : un dialogue aigre-doux s'établit avec Salisbury. En octobre 1964, Londres, dans une déclaration ferme, menace de représailles le gouvernement blanc de la Rhodésie si celui-ci se prononce unilatéralement en faveur de l'indépendance. Pourtant, à la récente conférence du Commonwealth (juin 1965), Londres ne tranche pas en faveur des leaders africains qui réclamaient une conférence constitutionnelle. Puis en septembre, lorsque Salisbury prétend nommer un représentant diplomatique à Lisbonne, l'attitude des Britanniques manque de clarté, alors qu'ils détiennent constitutionnellement les responsabilités de la politique extérieure. C'est qu'à vrai dire les mesures de rétorsion économique envisagées peuvent gêner tout le monde à la fois (blocage de fonds rhodésiens, arrêt des importations de tabac, etc.). Ce boom-rang, appréhendé de divers côtés, illustre assez bien une situation pour le moins paradoxale et ambiguë du point de vue de la puissance tutélaire : si le Sua fait sécession, le cuivre de la Zambie risque de ne plus pouvoir transiter par la Rhodésie, ce qui ne laisse pas de susciter les craintes de sociétés souvent à forte participation britannique (B.S.A. Anglo American Corporation, Rhodesian Selection Trust, Union Minière du Haut-Katanga, Diamang, etc.). Réciproquement, plusieurs milieux d'affaires rhodésiens ne voient pas non plus d'un bon œil les relations rom-

pues avec la City de Londres. Mais semble-t-il, comme ce fut le cas ailleurs, la parole à Salisbury appartient beaucoup plus aux « petits Blancs » ultras, notamment les milieux agrariens.

Des représentants des mouvements nationalistes, ils se sont rencontrés à Nairobi, en août dernier, sous l'égide de l'O.U.A., et sont apparemment parvenus à un accord qui devait être précisé publiquement à la prochaine d'Accra.

Certaines divisions existent parmi les nationalistes : querelles de personnalités, conséquences d'un certain sentiment d'impuissance devant une situation sans issue, reproches à Nkomo d'un excès d'intransigeance, etc. A moins de parier sur une révolte inorganisée et sanglante, il paraît nécessaire de présenter un front commun nationaliste dans la phase qui s'ouvre pour la Rhodésie. Car, quelles que soient les prochaines interventions de Salisbury, de Londres, de l'O.N.U. (engagée directement dans le conflit) et de l'O.U.A., il est certain que l'on s'achemine vers une épreuve de force, particulièrement dangereuse à terme. Le bastion sudiste s'organise : en Angola, au Mozambique, en République sud-africaine (dont des liens de diverses sortes existent avec la Rhodésie), voire en liaison avec le Portugal. L'apartheid étend son ombre sur cette région de l'Afrique, souverte industrialisée; il devient totalitaire et, fait plus grave, contagieux : on peut penser que les Blancs de Salisbury seraient moins déterminés s'ils ne se sentaient épaulés par l'extension sans limites de l'extrémisme dans les régions voisines. On se serre les coudes dans cette terrible fuite en avant. Certes, on peut également estimer que la Rhodésie joue en ce moment du rôle du test pour les tenants de l'apartheid rigoureux et que, dans cette perspective, tout n'est pas encore tranché. Au-delà de motivations plus locales, il faudrait voir là les raisons des incertitudes actuelles. Un tel raisonnement peut effectivement être tenu. Néanmoins, on ne peut s'empêcher d'appréhender le choix du pire, si l'on songe notamment que l'Afrique du Sud marche à grands pas vers l'armement nucléaire. Des situations du type vietnamien se préparent au sud de la scène congolaise, situations pires, car elles connaîtront d'emblée le degré ultime de l'escalade : la guerre totale avec, peut-être, tous les moyens dont on pourra disposer. En ce sens, la prochaine échéance rhodésienne dépasse le seul cadre de la Rhodésie et risque d'être décisive : de son orientation dépend la suite.

Claude Glayman.

### NECROLOGIE

Nous apprenons avec peine le décès de notre camarade Pierre Moulinat, conseiller municipal de Pisany (Charente-Maritime).

« T.S. » adresse à sa famille, au conseil municipal de Pisany, qu'anime notre camarade le Dr Boucher, à la Fédération de la Charente-Maritime toutes ses condoléances.

### Communiqué

La Croix-Rouge Française du troisième arrondissement organise, à partir du mardi 26 octobre, des cours gratuits de secourisme (quatorze cours) qui auront lieu les mardis et jeudis à 20 h. 30, à l'école de garçons, 3, rue Béranger, Paris (3<sup>e</sup>). Ces cours préparant au diplôme de la Croix-Rouge permettent en outre l'obtention du brevet d'Etat de secourisme de la Protection civile.

Renseignements : Croix-Rouge Française, 70, rue Charlot, Paris (3<sup>e</sup>). Permanence ouverte tous les mercredis à partir de 21 heures. Tél. : ARC. 79-67.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

LA VIEILLE DAME  
INDIGNE



LIVRES

Des jeunes entrent en scène

Je disais dans ma dernière chronique que la rentrée littéraire s'annonçait assez intéressante. Je confirme aujourd'hui cette opinion. Il semble difficile d'écrire, en 1965, des romans qui pour être lus doivent crier l'originalité. Depuis tant d'années, que de tonnes de romans ! Et, heureusement qu'il ne subsiste, de cela, que quelques grammes. Il est évident que la plupart des sujets qui peuvent passionner un romancier ont déjà été traités, et parfois fort bien, par les aînés. Depuis plusieurs années, on a cru que l'originalité consistait à écrire les pires horreurs, dans un style d'une vulgarité primaire, sans omettre aucun détail de ce qui touche aux relations sexuelles, les normales et les autres. Beaucoup d'auteurs ont cru pouvoir se construire une maison au soleil, simplement en employant ces procédés. Car ils sont procédés. Les plus bas : ils font appel à ce qu'il y a de plus méprisable chez l'homme : l'animalité.

Heureusement que nous sortons petit à petit de la fosse à purin. Et c'est de ceux qui ont franchi le cap que je veux parler aujourd'hui. Des romans que j'ai reçus, en provenance de chez Grasset et de chez Albin Michel, j'en ai retenu deux. Cela ne veut pas dire que les autres soient mauvais. Loin de là cette pensée ! Mais, hélas, la place manque. Il faut choisir, donc être injuste. Je m'en excuse auprès des auteurs non cités.

J'ai été fortement impressionné par le second roman d'Alexandre Kalda (1). Dans un village de Picardie, un simple, Daniel, rencontre Victor, que l'on hait parce que l'on ne peut pas l'aimer. Rapports ambigus entre les deux garçons, certes, mais au-delà, le lecteur trouve le diabolique, l'inexorable, le fatal. L'antiquité n'est pas loin. La soumission de Daniel à Victor est trop forte pour qu'elle dure. L'innocent, petit à petit, se révolte, et sans s'en rendre compte, prépare son corps à l'irréparable.

Il est certain que l'univers de Kalda déconcerte. Tout y est brûlant. Le sang gicle comme la semence. On sent le feu, la sueur, le cri animal. « Le diable dans la peau » n'a rarement eu autant de sens. Dans le fond, il s'agit du roman de la possession. On a parlé, au sujet de ce livre, des « Souris et des hommes ». Pourquoi ? Pourquoi pas ?... Cela me semble inutile. L'univers de Kalda est l'univers de Kaldà et c'est tout. J'aime beaucoup ce livre. Mais je lui reprocherai une seule chose : les êtres décrits par le jeune romancier sont vraiment plus animaux qu'hommes.

L'instinct est roi. Je sais que de tels hommes existent, mais est-ce une raison pour ne décrire qu'eux ? Par contre, nous ne sommes pas aux limites du vraisemblable, pour reprendre l'expression d'un critique. Tout ce qui est psychologique ne peut être taxé d'invraisemblance. Le tout est de le présenter d'une façon, qui elle, soit admissible.

Le livre, tout de chair et de sang, a un style remarquablement adapté. Alexandre Kalda aime ses personnages, aime écrire. On le sent tout de suite. Son livre apparaît comme un manifeste. Un manifeste en faveur du vrai roman, contre cette école du regard, ce groupe d'écrivains jantoches, faits de fils de fer et de béton. Enfin des hommes qui aiment, haïssent, pleurent, désirent vraiment ! Ils ont un corps et ils s'en servent !

Yves Dieryck n'est pas un débutant. Avant les « Importuns », on avait pu lire et apprécier « Au pied du mur », « Les Barreaux de bois », « La Panique » et surtout « Promenade en marge ». Ces « Importuns » (2) posent le problème des rapports du père et du fils. A la veille du baccalauréat, François, calme, bon élève, disparaît. Son père, biologiste, abandonne ses recherches pour se consacrer à la quête de son fils. Après avoir côtoyé le milieu étudiant des camarades de lycée de François, il finit par le retrouver, et c'est l'entrevue entre les deux Carlier.

C'est loin d'être un sujet original. Ce qui l'est, c'est le ton. Yves Dieryck pose le douloureux problème des enfants nés sans amour, de ceux qu'on ne voulait pas, que les parents ne désiraient pas, des « Importuns ». Lorsque l'adolescent s'en aperçoit, s'en rend compte, c'est le drame. C'est pourquoi François a voulu partir de chez lui, a voulu travailler comme ouvrier de ferme. Le père ne s'est vraiment rendu compte de l'existence de son fils que lorsque la chambre, le bureau, le pyjama ne servaient plus à rien. Et lorsque Carlier retrouvera François, ce sera pour lui une découverte. Et le sang finira bien par parler. Bon livre, sans doute. Mais j'aurais aimé un style un peu plus tenu. Dommage, car Yves Dieryck a du talent.

Deux livres à lire, même s'ils sont outrés par moments, même si l'exagération est là. Mais n'est-ce pas cela qui est attachant, surtout de la part de jeunes auteurs ?

Eric Johansson.

(1) « Le Ciel des Fous », Albin Michel.  
(2) « Les Importuns », Albin Michel.

THÉÂTRE

En attendant le T. E. P.

Je me suis intéressé à la compagnie dramatique de M. Guy Réthoré bien avant que celui-ci ne s'installe au T.E.P. et obtienne le succès qu'il mérite. A l'époque, les représentations avaient lieu dans des salles de patronage à Ménilmontant... Je ne m'en rends que plus à l'aise pour repousser sans ménagement la récente pièce de M. Jean Cosmos que le T.E.P. vient de nous faire subir. Monsieur Alexandre se pose en dénonciateur de l'argent et du monde qu'il produit. On y présente un duo d'escrocs qui l'emporte d'autant plus que leur chantage est illimité et qu'il rejoint l'escroquerie manifeste, mais admise, par laquelle les puissants gouvernent notre monde et prétendent toujours le gouverner.

L'intrigue étant résumée, à vrai dire durant tout le spectacle j'ai cherché une pièce, sans pouvoir la dénicher : elle n'existe pas ! Après tout, l'échec serait sans lendemain, si l'on ne sentait percer une sorte de satisfaction dans la vulgarité, la démagogie. Il y a là une prétention inadmissible qui provoque un profond malaise. Et le cas nous apparaît, en l'occurrence, trop flagrant et trop significatif pour que l'on ne s'y arrête pas dès lors qu'il s'agit d'une entreprise qui se donne pour populaire et qui le sera sans doute en raison de la réputation, par ailleurs justifiée, du T.E.P.

Quand on veut dénoncer le scandale, il importe que l'accusation et la démystification s'appliquent à une réalité plausible. Or le monde de M. J. Cosmos est si plat, si inconsistant, si inexistant qu'il paraît impossible de croire qu'une imposture montrée de la sorte puisse réellement étendre son emprise sur notre société. Si les mystifications n'avaient, en fait, pas plus d'ampleur, pas plus de complexité que celles présentées par l'imagination de l'auteur, il suffirait de les dénoncer pour qu'elles s'écroulent. Les mécanismes de la supercherie sont autrement plus implacables, autrement plus violents que cette pauvre caricature de Monsieur Alexandre. Songez, par exemple, à certains films américains sur la guerre, le journalisme, le racisme, la boxe, etc. Dans ce cas, il est vrai que l'indignation naît avant tout de la brutalité et, en ce sens, la réaction peut demeurer indifférenciée. Il est loisible à M. J. Cosmos, tenté par Brecht, de se refuser à un tel excès de subjectivité. Au contraire, sa critique se veut claire, lisible et explicite comme dans les moralités des pièces de Brecht. Mais pour ces dernières également, le travail de l'écrivain repose d'abord sur une description minutieuse, réaliste des « affaires » dont on tirera ensuite l'univers démystifiant. M. Cosmos n'a opté pour aucun de ces deux chemins et,

comme il ne peut s'en sortir, il se réfugie dans une démagogie intolérable, faisant appel aux réactions les plus contestables des spectateurs. Comme tant de pâles chansonniers, cela consiste à amalgamer toutes les attitudes de la « politique » pour dénoncer in fine la Politique avec un grand P. Pour la circonstance, le phénomène politique a bon dos : celui de dissimuler (mal) l'absence d'inspiration de l'auteur. D'accord pour brocarder la politique, à condition de viser un monde politique qui existe dans toute sa variété et son immensité, qui peut être démonté si on respecte toujours l'ambiguïté (et une ambiguïté toujours mouvante). Sinon, il se pourrait que la politique se venge de ses pamphlétaires sans poigne et les brocarde à son tour. M. J. Cosmos passe à côté du problème et à prétendre dénoncer un mal qui n'existe jamais sous des formes aussi puériles, on égare l'œil du spectateur, on émousse son esprit de contestation, tant et si bien que le véritable mal n'est plus aperçu là où il est.

C'est servir l'argent que de le railler aussi naïvement ! Le spectacle se rattrape-t-il dans le domaine de l'expression ? A deux ou trois reprises, J. Cosmos s'essaye vainement au lyrisme. On peut n'aimer le théâtre du cri, comme le pratiquent Ionesco, Audiberti, Vauthier, Dubillard, etc., encore faut-il reconnaître le plan lyrique atteint par cette dramaturgie. J. Cosmos semble négliger au moins dix ans de théâtre.

Dans ces conditions, il est vain de s'appesantir sur une représentation sans intérêt par le texte même qu'elle sert. On ira nous reprocher une telle sévérité ; faut-il alors se complaire dans la complaisance et l'absence d'exigence ! Plus que toute autre forme d'expression, le théâtre populaire a besoin de rigueur intransigeante. Le programme annoncé par le T.E.P. lui permettra sans doute d'en faire preuve et nous la louerons alors comme il convient : vraiment conquis !

Claude Glayman.

MUSIQUE

Beethoven aux Champs-Élysées

Le rôle du chroniqueur musical est ingrat : il doit rendre compte de concerts parisiens qui n'intéressent qu'exceptionnellement la majorité des lecteurs résidant en province. Il lui faut juger, après coup, des interprétations uniques, que beaucoup n'entendent jamais. Il n'a pas la satisfaction de conseiller une pièce qu'on peut écouter cinquante soirs de suite dans un théâtre, ou un film qui fera petit à petit le tour de la France.

Bref, il se sentirait inutile s'il n'avait la possibilité d'adjoindre à sa chronique une discographie des œuvres ou des interprétations entendues, s'il ne pouvait ensuite donner la priorité aux concerts enregistrés et largement diffusés par l'O.R.T.F.

Chaque mardi, au théâtre des Champs-Élysées, l'Orchestre national donne un concert avec de bons chefs et des solistes presque toujours prestigieux. On peut y assister pour un prix très modique, inférieur à celui d'une place de cinéma.

C'est Beethoven qui était à l'honneur, mardi dernier. Non pas le Beethoven des symphonies et des concertos, mais l'auteur moins connu de la Messe solennelle, si peu jouée à Paris. Cet ouvrage, de forte proportion, qu'il mit plus de cinq ans à écrire, était considéré par lui comme une de ses œuvres les plus accomplies. Composée pour chœur, solistes et grand orchestre, la Messe en ré se situe à la frontière des grands ouvrages religieux du XVIII<sup>e</sup> siècle et des spectaculaires œuvres liturgiques du répertoire romantique. Si elle emprunte bien toutes les formes extérieures de la messe traditionnelle, les moyens sonores mis en œuvre et leur utilisation en font une véritable symphonie, proche des finales de la X<sup>e</sup> Symphonie et de Fidelio.

Sans mettre en doute la profondeur du sentiment religieux beethovenien, on peut affirmer que cette messe se rattache, par le style et la permanence des préoccupations majeures, aux autres œuvres du musicien, car il y célèbre avec autant d'éclat les grands thèmes de l'humanité : Liberté, Bonheur et Paix. Il suffit, pour s'en convaincre, d'écouter la fin de l'Agnus Dei : il ne s'agit plus alors d'une humble prière. La paix est menacée, la menace précise (les fanfares militaires des trompettes et des cuivres sont sans équivoque). Devant cette menace, le chœur réagit, d'abord suppliant, puis les solistes interviennent avec véhémence, et brusquement retentit l'exigence suprême de tous : la Paix. Il y a là une prise de conscience et un appel qui s'adressent moins à Dieu qu'aux autres hommes.

L'interprétation de l'Orchestre national, dirigé par Maurice Le Roux, fut parfois surprenante et presque toujours passionnante malgré quelques approximations dans la mise en place. Visiblement, le chef s'intéressait moins aux moments de pure recueillement qu'aux passages contrastés, violents et dynamiques. Mais son dynamisme, parfois excessif, n'a pas toujours permis à la partition d'atteindre sa respiration la plus ample et contraignit quelquefois les inter-

prêtes à de véritables exploits sportifs. Incisif et fougueux, Le Roux a tenté d'imposer sa conception de l'œuvre, que je préfère, en définitive à tant d'interprétations précises et trop sages. Il lui a manqué quelques répétitions supplémentaires pour être totalement convaincant.

D'un prestigieux quatuor de solistes, il convient de distinguer Ruth Hesse pour sa voix de mezzo chaude et puissante.

Je ne voudrais pas terminer sans féliciter les chœurs qui ont sans doute exprimé le plus fidèlement les intentions du chef. Voilà une chorale, belle et souple, qui égalait soudain les meilleures d'Allemagne.

Bernard Sizaire.

Discographie. — Il existe quatre ou cinq enregistrements de la Messe parmi lesquels un des meilleurs Toscanini (R.C.A.), que les admirateurs du maître italien auront peut-être la chance de trouver. Plus récemment une gravure de Karl Böhm, fort estimable (D.G.G.) ; enfin, dernièrement, une belle interprétation de Karajan (Columbia) qu'on peut se procurer en stéréophonie.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Directeur adjoint : GERARD CONSTANT

Comité de rédaction :

Claude BOURDET, Manuel BRIDIER, Maurice COMBES, Richard DARTIGUES, Christian GUERCOE, Pierre MARCHI, Victor MASSON, Paul PARISOT, Pierre STIBBE, Robert VERDIER, Jean-Marie VINCENT.

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV) Tél. : SUF 19-20  
Rédaction : 51, r. Mademoiselle Paris (XV) Tél. : FON 22-60

Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14<sup>e</sup> Tél. : LIT 19-39. Pub. Littéraire : 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65  
6 mois ..... 18 F  
1 an ..... 35 F  
Soutien : à partir de .. 70 F  
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 52-51, rue La Fayette Paris (9<sup>e</sup>)



# CHE GUEVARA

**Q**U'EST devenu Che Guevara ? Cette question que nous nous posions depuis quelques mois vient d'avoir une réponse.

Fidel Castro, dans un discours prononcé le 3 octobre à La Havane, a rompu le silence.

Il a annoncé que Guevara avait renoncé à la nationalité cubaine et quitté Cuba « pour lutter ailleurs contre l'impérialisme ». Il a donné lecture d'une lettre écrite il y a six mois dans laquelle le « Che » précise : « D'autres pays du monde réclament le concours de mes modestes efforts ».

C'est tout. Fidel Castro n'a donné aucune autre précision.

Mais on a remarqué que Mme Guevara assistait au meeting, vêtue de noir.

Depuis on s'interroge. On ne peut faire que des hypothèses.

Tout d'abord il est certain que depuis plusieurs mois un désaccord politique existait entre Guevara et Castro. Il portait sur une divergence de conception en matière de politique économique et d'organisation du Parti.

Le ministre de l'Industrie n'avait pas approuvé les options prises par le gouvernement cubain. Ses opinions, quant à l'organisation de la planification, au choix des investissements, à l'orientation industrielle prioritaire, étaient connues. Publiquement il avait énoncé ses critiques et contesté l'analyse de certains économistes en souhaitant plus de rigueur dans la conception marxiste de l'économie cubaine. Il s'opposait en ce sens au réalisme de Castro, pour qui la mise en place d'un système socialiste, plus spécifiquement cubain, devait avoir priorité sur les idéologies. Et le retour à une production sucrière plus importante, à une organisation de l'agriculture plus coopérative qu'étatique, à une industrie productive de biens de consommation et non axée vers le schéma type de pays déjà industrialisés. Tout cela avait semblé marquer la ligne de clivage entre les deux compagnons de lutte.

Guevara était alors parti vers l'Afrique, capitaliser l'influence cubaine et rechercher comment elle pouvait animer tous ceux qui voulaient garder leur libre choix entre les deux volets du communisme mondial : le soviétique et le chinois.

Pour avoir suivi de près ces périples africains, nous pouvons dire qu'il avait recueilli une audience favorable, mais limitée.

Cuba ne pouvant matériellement aider les peuples d'Afrique, restait sur le plan de la référence révolutionnaire, et de l'expérience d'un socialisme original « le » pays le plus proche, sentimentalement, de tous ceux qui en Afrique accomplissaient leurs premiers pas dans l'indépendance ou dans la lutte pour l'acquiescer. Mais on ne



Photo Agtp.

**Cubain ou Argentin : toujours un citoyen d'Amérique latine**

vit pas que d'attachement historique... et les problèmes matériels tempéraient ce « castrisme » du cœur.

Plus proche de Cuba, l'Amérique latine, offrait à Guevara davantage de possibilités d'action immédiate.

La Colombie peut-être plus que le Venezuela. Et pourquoi pas, également après son déclenchement, la révolte populaire de Saint-Domingue !

Nous trouvons là deux des hypothèses le plus souvent avancées.

— Guevara est parti organiser la lutte ... peut-être en Colombie...

— ou Guevara était à Saint-Domingue.

Il y serait mort ont révélé, sans apporter la moindre preuve, certains hommes politiques dominicains.

La question reste posée.

Et le discours de Castro pourrait alors apporter une première interprétation des faits :

— Guevara n'est plus Cubain, depuis six mois au moins et nous ignorons où il a été et ce qu'il a fait.

S'il est vivant, ce n'est pas un Cubain qui organise la lutte révolutionnaire en Amérique latine, c'est un Argentin venu aider, comme il le fit à Cuba, ceux qui avec courage luttent pour pouvoir vivre libres et dignes.

Ce retour aux sources de Guevara, fidèle à son mythe, peut être compris. Il est une arme psychologique utilisable en Amérique latine, et nous ne pourrions, pour notre part, que souhaiter qu'il en fût ainsi.

S'il est mort, peut-être à Saint-Domingue, ce n'était pas non plus comme Cubain qu'il exportait la Révolution type castriste, mais comme Argentin.

Faut-il voir là, un argument préparé par Castro, avant que ne se dise la vérité sur cette mort... si elle s'avoue un jour ?

Nous ne pouvons faire plus que de suggérer ces deux explications.

Mais pour avoir écrit ce que nous pensions de la Révolution cubaine, de l'épopée de Castro, de Guevara, de Cienfuegos et de leurs camarades, pour avoir nettement pris parti en faveur de l'expérience cubaine tout en présentant objectivement les succès, les erreurs ou les craintes que nous avions ressenties ; nous, qui n'avons pas à prendre parti pour telle ou telle thèse ayant pu séparer les amis d'hier, nous manifesterons à nouveau notre sympathie pour la figure et la valeur du combattant Guevara.

Sans lui, le castrisme n'aurait peut-être pas connu ce complément politique qui en ses heures de combat donna une organisation et un dynamisme à la Révolution.

Notre souhait c'est que Guevara demeure un homme en lutte et ne devienne ni un mythe ni un héros discuté.

A l'heure de la légende nous préférons connaître la minute de vérité.

**Harris Puisais.**